

10

Estimation des ressources et dépenses relatives au sida (REDES) au Bénin

2008-2009



ONUSIDA
PROGRAMME COMMUN DES NATIONS UNIES SUR LE VIH/SIDA

HCE
UNICEF
PNUD
UNFPA
ORJDC
OIT
UNESCO
OMS
BANQUE MONDIALE

Coordination /Appui Technique :

Dr OBEY MEGNIGBETO Antoinette, SP/CNLS

Dr BARUANI Yuma Kilundu, UCC Bénin

Dr BONI Sonia, SPA/CNLS

Equipe de travail :

Amidou KABORE

Achille ADOKO

Gatien K. EKANMIAN

Septime HESSOU

Constant GBODJA

Lionel DOSSOU

Tranquilin YADOULETON

Benoît TCHIBOZO

Eric GBAGUIDI

Justin TOSSOU

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	3
LISTE DES TABLEAUX	5
LISTE DES FIGURES	6
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	7
RESUME ANALYTIQUE	9
I – INTRODUCTION.....	11
1.1 Définition.....	11
1.2 Objectif Général.....	11
1.3 Objectif spécifique	11
II – PROFIL DU BENIN	12
2.1 Profil géographique et administratif	12
2.2 Démographie	13
2.3 Profil socio-économique	13
2.4 Caractéristiques du secteur de la santé.....	13
2.5 Situation épidémiologique du VIH/SIDA	14
2.6 Réponse nationale au VIH.....	14
III- DEFINITION ET DOMAINES DE COUVERTURE DU REDES.....	16
3.1 La classification en trois dimensions.....	16
3.1.1 Le financement.....	16
3.1.2 La prestation de services liés au VIH.....	16
3.1.3 L'utilisation	16
3.3 Définition des Catégories de dépenses	17
3.3.1 Prévention	17
3.3.2 Soins et traitement	17
3.3.3 Orphelins et enfants vulnérables.....	17
3.3.4 Développement de Programme	17
3.3.5 Ressources humaines.....	17
3.3.6 Protection sociale et services sociaux	17
3.3.7 Recherches liées au VIH/SIDA	18

IV - METHODOLOGIE	18
4.1 La pré-enquête	18
4.2 La collecte des données	19
4.3 Le traitement et la saisie des données	19
4.4 L'analyse des résultats et la validation	20
V - RESULTATS DE L'ESTIMATION DES RESSOURCES ET DEPENSES 2008 ET 2009	21
5.1 Dépenses totales de SIDA.....	21
5.2 Dépenses par source de financement.....	22
5.3 Dépenses par agent financier	23
5.4 Dépenses par chapitre d'interventions.....	24
5.4.1 Les dépenses de Prévention.....	24
5.4.2 Les dépenses de soins et traitement	27
5.4.3 Les dépenses de soutien	27
5.4.4 Les dépenses pour un environnement favorable	30
5.4.5 Les dépenses de développement du Programme	31
5.4.6 Ressources humaines.....	34
5.6 Dépenses par population bénéficiaire.....	34
5.6.1 Cas des dépenses par rapport aux groupes de population	34
5.6.2 Cas des dépenses de PPVIH.....	35
5.6.3 Cas des dépenses de populations spécifiques (jeunes, TS, routiers, femmes)...	35
5.7 Dépenses par type de facteurs de production (objets de dépense).....	36
5.8 Dépenses par prestataire	38
VII- DIFFICULTES RENCONTREES ET LES PERSPECTIVES	39
7.1 Difficultés	39
7.2 Perspectives	39
VIII- RECOMMANDATIONS	40
IX - CONCLUSION.....	41
ANNEXES	42

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition des dépenses par source de financement en 2008 et 2009.....	22
Tableau 2a : Décomposition des dépenses de prévention par source de financement en 2008	25
Tableau 2b : Décomposition des dépenses de prévention par source de financement en 2009	26
Tableau 3a : Décomposition des dépenses des Orphelins et autres enfants rendus vulnérables par source de financement en 2008	28
Tableau 3b : Décomposition des dépenses des Orphelins et autres enfants rendus vulnérables par source de financement en 2009	28
Tableau 4a : Décomposition des dépenses liées à la protection sociale par source de financement en 2008	29
Tableau 4b : Décomposition des dépenses liées à la protection sociale par source de financement en 2009	29
Tableau 5a : Décomposition des dépenses d'un environnement favorable par source de financement en 2008	30
Tableau 5b : Décomposition des dépenses d'un environnement favorable par source de financement en 2009	30
Tableau 6a : Décomposition des dépenses de développement du programme par source de financement en 2008	32
Tableau 6b : Décomposition des dépenses de développement du programme par source de financement en 2009	33
Tableau 7 : Décomposition des dépenses courantes en 2008 et 2009	36
Tableau 8 : Décomposition des dépenses d'investissement en 2008 et 2009	37

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Evolution des dépenses totales de sida de 2006 à 2009	21
Figures 2a et 2b : Gap de financement du cadre stratégique en 2008 et 2009.....	21
Figures 3a et 3b: Sources de financement en 2008 et 2009	22
Figures 4a et 4b : Décomposition des dépenses du financement extérieur en 2008 et 2009	23
Figures 5a et 5b : Répartition des dépenses par agent financier en 2008 et 2009	23
Figures 6a et 6b: Répartition des dépenses par chapitre d'interventions en 2008 et 2009 ..	24
Figure 7a : Répartition des dépenses par population bénéficiaire en 2008.....	34
Figure 7b : Répartition des dépenses par population bénéficiaire en 2009.....	35
Figure 8 : Dépenses courantes versus Dépenses en capital.....	37
Figures 9a et 9b : Répartition des dépenses par prestataire en 2008 et 2009	38

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ARV	: Anti Rétro Viraux
BAD	: Banque Africaine de développement
BHAPP	: Benin HIV/AIDS Prevention Program
BM	: Banque Mondiale
CCLS	: Comité Communal de Lutte contre le Sida
CDLS	: Comité Départemental de Lutte contre le Sida
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CIPEC	: Centre d'Informations et de Prise en Charge
CHD	: Centres hospitaliers départementaux
CJL	: Centre des jeunes et des loisirs
CNHU	: Centre national hospitalier universitaire
CNLS	: Comité National de Lutte contre le Sida
CRS	: Catholic Relief Services
CVLS	: Comité Villageois de Lutte contre le SIDA
EDSB-III	: Troisième Enquête Démographique et de Santé du Bénin
EF/REDES	: Estimation des Flux de Ressources et Dépenses de lutte contre le Sida
FM	: Fonds Mondial
IST	: Infection Sexuellement Transmissible
MCAT	: Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme
MCPD	: Ministère Chargé de la Planification et du Développement
MESRS	: Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
METFP	: Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MFPSS	: Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité
MFPTRA	: Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative
MSF	: Médecins Sans Frontières
MSP	: Ministère de la Santé Publique
NASA	: National Aids Spending Assessment
OAL	: Organisation d'Appui au Lancement
OC	: Organisation Communautaire
OCAL	: Organisation du Corridor Abidjan-Lagos
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ONUSIDA	: Agence des Nations Unies pour la Lutte contre le Sida

OSC	: Organisation de la Société Civile
PACLS	: Plan d'Action Communautaire de Lutte contre le SIDA
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PALS	: Projet d'Appui à la Lutte contre le SIDA
PDC	: Plan de Développement Communal
PNLS	: Programme National de Lutte contre le Sida
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PMLS	: Projet Multisectoriel de Lutte contre le Sida
PSI	: Population Services International
PVVIH	: Personne Vivant avec le VIH
RABeJ/Sida	: Réseau des Associations Béninoises de Jeunes engagés dans la lutte contre le sida
RéBAP+	: Réseau Béninois des Associations de Personnes vivant avec le VIH
ROBS	: Réseau des ONG Béninoises de Santé
RTS	: Resources Tracking System
SPN	: Secrétariat Permanent National
TS	: Travailleuses de Sexe
UFLS	: Unité Focale de Lutte contre le Sida
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNGASS	: Assemblée Générale Spéciale des Nations Unies sur le Sida
UNFPA	: Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USAID	: United State Agency International of Development
VIH	: Virus de l'Immunodéficience Humaine

RESUME ANALYTIQUE

Le Bénin, après s'être engagé dans le processus de l'estimation des ressources et dépenses du sida au cours des années 2006 et 2007, vient d'initier le second exercice du genre. Ce processus, appuyé par la Banque Mondiale (PMLS 2) et l'ONUSIDA a permis tout d'abord de former les acteurs nationaux, notamment des cadres des structures de l'Etat, des acteurs de la société civile, des points focaux des partenaires techniques et financiers. Cette phase a été suivie de la constitution des équipes REDES pour la collecte des données, leur traitement et analyse ainsi que l'élaboration du rapport final.

L'estimation financière des ressources et dépenses du sida a permis non seulement de maîtriser une fois encore les différentes sources de financement et d'estimer les dépenses effectivement consacrées à la lutte contre le VIH et le Sida au Bénin.

Cet exercice a révélé que les dépenses consacrées à la lutte contre le sida étaient de **15 379 764 947 F CFA** en 2009 contre **11 609 515 212 F CFA** en 2008. On distingue trois sources de financement des dépenses de la lutte contre le VIH/SIDA et les IST au Bénin. Il s'agit du financement par les fonds publics, celui des fonds privés et le financement extérieur. On note une augmentation sensible des dépenses publiques (16,4% en 2008 et 39,36% en 2009) contrairement aux dépenses privées qui ont connu une baisse (17,71% en 2008 contre 12,96% en 2009).

Les financements extérieurs qui demeurent la principale source de financement de la lutte contre le sida s'élevaient à 7 651 191 256 FCFA du montant total des dépenses en 2008 contre 7 333 677 233 FCFA en 2009.

Par ailleurs, l'étude a montré qu'en 2008, 38% des ressources ont été allouées aux interventions de soins et traitement, 28,84% à la gestion et administration des programmes, et 25,57% au programme de prévention. Par contre, seulement 1,98% des ressources ont été allouées aux orphelins et enfants vulnérables.

Pour les deux années 2008 et 2009 ce sont les dépenses consacrées à la thérapie antirétrovirale qui représentent les dépenses les plus élevées en matière de soins et traitement. En 2008 elle a coûté 1 950 595 443 FCFA (soit 43,92% des dépenses de soins et traitement) et en 2009, 1 625 000 811 FCFA soit 35,04%.

Les dépenses relatives aux interventions en direction des jeunes ont connu une régression de 19% entre 2008 et 2009 passant de 1 129 711 190 F CFA (soit 9,73% du montant global des dépenses) en 2008 à 911 445 892 F CFA (soit 5,93%) en 2009. Il en est de même des dépenses consacrées aux routiers qui sont passées de 339 311 475 F CFA en 2008 (soit 2,92% des dépenses totales) à 275 965 703 F CFA en 2009 (soit 1,79%).

En ce qui concerne les professionnelles de sexe et leurs clients, seulement 0,62% du montant global des dépenses ont été allouées aux interventions à leur endroit.

Même si les dépenses orientées vers les femmes ont connu une augmentation entre 2008 et 2009 (129 041 780 F CFA en 2008 et 372 452 026 F CFA en 2009), il faut souligner toutefois que ces dépenses demeurent faibles.

Il faut toutefois noter une augmentation des dépenses relatives à la prévention en 2009 (31,29% contre 25,7% en 2008).

Bien que cet exercice soit le second du genre, il ne s'est pas fait sans difficultés. Les plus édifiantes sont relatives à la non participation de la majeure partie des comptables à la formation pour une meilleure appropriation des outils REDES ; le retard constaté dans la fourniture des données par certains acteurs de la lutte contre le sida ; le délai de collecte relativement court rendant difficile une meilleure collecte au niveau des partenaires à travers l'ensemble du territoire.

I – INTRODUCTION

1.1 Définition

L'Estimation nationale des ressources et dépenses relatives au sida au Bénin a pour objet de contrôler les flux financiers liés à la riposte nationale à l'épidémie. Ce processus de suivi qui est le deuxième du genre permet de surveiller les transactions financières depuis leur origine jusqu'à leur destination finale (à savoir les bénéficiaires des biens et des services). L'estimation nationale des ressources et dépenses relatives au sida n'est pas exclusivement réservée au suivi des dépenses de santé ; elle permet également de suivre les dépenses réalisées dans d'autres secteurs, s'agissant notamment de l'atténuation des difficultés sociales, de l'éducation, du travail, de la justice, voire d'autres domaines liés à la riposte multisectorielle au VIH.

Le cadre d'Estimation nationale des ressources et dépenses relatives au sida est doté d'une méthode normalisée de notification des données et d'indicateurs assurant le suivi des progrès accomplis dans le sens des Objectifs de la Déclaration d'engagement adoptée lors de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/sida (UNGASS). Ce cadre d'Estimation nationale des ressources et dépenses relatives au sida renforce également l'application des "Trois principes". Il fournit des informations stratégiques sur la gestion de la riposte nationale au sida par l'autorité nationale chargée d'en coordonner les divers aspects, également cruciales dans la définition d'un cadre d'action, et il contribue en outre à l'élaboration d'un cadre unique de suivi et d'évaluation. Il permet enfin une meilleure affectation et une réallocation des ressources dédiées à la riposte nationale.

1.2 Objectif Général

L'objectif général de cette étude consiste à estimer les flux de ressources et dépenses nationales réelles de lutte contre le VIH/SIDA en 2008 et 2009 au Bénin.

1.3 Objectif spécifique

Plus spécifiquement, il s'agira de :

1. Analyser les dépenses permettant d'obtenir une description claire des flux des ressources, depuis leur origine à leur utilisation ;
2. Déterminer le niveau des dépenses relatives au VIH et au SIDA pour mesurer la réponse nationale à la maladie ;
3. Identifier des domaines pour promouvoir l'efficience et l'équité des interventions;

4. Générer des informations utiles aux décideurs pour la conception de stratégie visant à réduire la maladie causée par le VIH ;
5. Fournir des indicateurs clés pour le monitoring et la mise en place des plans stratégiques.

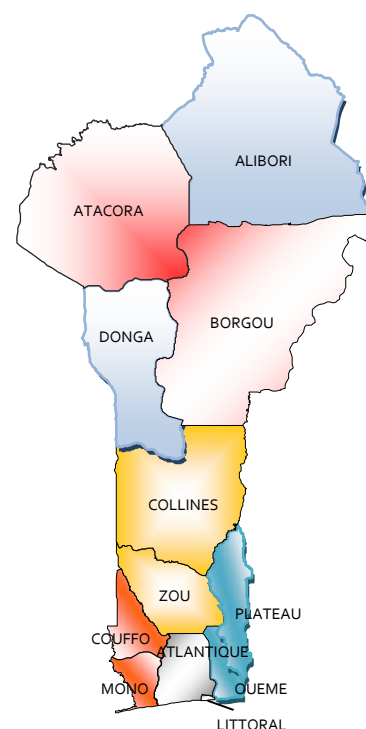
L'idée de réaliser la NASA au Bénin émane de la volonté des autorités d'améliorer la gestion des ressources allouées à la réponse nationale et d'accroître la culture du compte rendu chez tous les intervenants et à tous les niveaux.

II – PROFIL DU BENIN

2.1 Profil géographique et administratif

La République du Bénin, pays de l'Afrique occidentale situé dans le Golfe du Guinée, s'étend sur une longueur de 700 Km de l'Océan Atlantique au fleuve Niger et sur une largeur de 125 Km sur la côte. Elle couvre une superficie de 114.763 km². Elle est limitée au Nord par le Niger, au Nord-ouest par le Burkina Faso, à l'Ouest par le Togo, à l'Est par le Nigeria et au Sud par l'Océan Atlantique. Les régions frontalières connaissent d'intenses mouvements transfrontaliers et sont de ce fait très exposées à certaines maladies transmissibles et endémiques dont la pandémie du VIH /sida.

Le Bénin est subdivisé en douze départements qui sont : Alibori, Atacora, Atlantique, Borgou, Collines, Couffo, Donga, Littoral, Mono, Ouémé, Plateau et Zou. Chacun de ces départements est doté d'un comité départemental de lutte contre le SIDA (CDLS). Chaque département est subdivisé en communes (77 communes au niveau national). Ces dernières sont dotées également de comité communal de lutte contre le sida (CCLS). Chaque commune est dotée de la personnalité morale, de l'autonomie financière et est gérée par des organes élus que sont les maires et le conseil communal. Les communes sont à leur tour subdivisées en arrondissements (546 au niveau national). L'arrondissement est divisé en villages ou quartiers de ville (3747 au niveau national). Chaque village ou quartier de ville constitue l'unité administrative de base autour de laquelle s'organisent la vie sociale et les activités de production. Il comprend, outre les zones d'habitation, l'ensemble des terres qui en constituent le patrimoine.



2.2 Démographie

Sur le plan démographique, la population du Bénin est estimée en 2008 à 8 059 754 et en 2009 à 8 290 317 habitants (RGPH3). La population béninoise est à dominance féminine et jeune, cible privilégiée de l'infection à VIH au Bénin. L'évolution de la situation démographique est capitale non seulement pour la santé publique et les services de soins mais aussi pour l'économie dont est d'ailleurs tributaire le volume, la nature des besoins de santé et les services à mettre en place.

2.3 Profil socio-économique

L'économie du Bénin est basée sur l'agriculture et principalement sur la production du coton. Les activités agricoles occupent 50,6% de la population active pour une contribution de 38,2% du Produit Intérieur Brut (PIB) tandis que les secteurs secondaire et tertiaire apportent respectivement 9,2% et 52 % du PIB. Les articles principaux qui constituent les affaires d'exportation dans l'économie du Bénin sont celui de pétrole brut, coton, les produits de paume et le cacao, alors que les marchandises en chef de l'importation se composent des produits alimentaires, des produits pétroliers et des biens d'équipement.

Le PIB par habitant en 2008 est de 1 500 US dollars (718 500 F CFA). Le taux de croissance du PIB est de 4,8% en 2008 contre 4,5% en 2007.

Selon l'Indice de Développement Humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), avec un Indice de Développement Humain (IDH) égal à 0,492, le Bénin est classé au 161^{ème} rang en 2009. Il fait partie des pays les moins avancés du monde et est classé parmi les pays pauvres très endettés (PPTÉ). Quant à l'indice de pauvreté humaine (IPH), il est de 43,2% en 2007.

Sur le plan socioculturel, il existe un pluralisme linguistique et ethnique au Bénin. On retrouve par ailleurs, un fort taux d'analphabétisme des femmes, conséquence du faible taux de scolarisation des filles au Bénin. Le taux d'analphabétisme des femmes en général est de 80,8% et de 70,8% des femmes âgées de 15 à 49 ans. Ce qui constitue un facteur de vulnérabilité de la femme dans le domaine du VIH.

2.4 Caractéristiques du secteur de la santé

Le système de santé du Bénin a une structure pyramidale inspirée du découpage administratif. Il comporte trois différents niveaux que sont : le niveau central ou national, le niveau intermédiaire ou départemental et le niveau périphérique organisé suivant l'approche zone sanitaire.

Il existe 34 hôpitaux de zone qui constituent le premier niveau de référence, 05 Centres Hospitaliers Départementaux (CHD) qui constituent le deuxième niveau de référence et au niveau national, le Centre National Hospitalier et Universitaire

(CNHU), le Centre National de Pneumo-phtisiologie, l'Hôpital de la Mère et de l'Enfant Lagune (HOMEL) et le Centre National de Psychiatrie, qui constituent le 3^{ème} niveau de référence.

Concernant la réorganisation des services de santé suivant l'approche de zone sanitaire, la couverture en infrastructures au Bénin s'est améliorée, passant de 80% au 31 décembre 2001 à 89% au 30 juin 2005. Toutefois, cette bonne couverture en infrastructures sanitaires (89% en 2005), généralement jugée suffisante, cache une inégale répartition¹.

2.5 Situation épidémiologique du VIH/SIDA

Le Bénin, à l'instar d'autres pays de la sous-région, est un pays à épidémie généralisée de faible prévalence. Depuis 1990 que le système de surveillance est mis en place au Bénin, l'épidémie du VIH est mesurée tous les ans grâce à la surveillance sentinelle auprès des femmes enceintes qui montre une stabilisation de l'épidémie à partir de 2001 autour de 2% avec une prévalence estimée à 1,8% en 2008 et une distribution statistiquement différente selon les milieux (2,6% en milieu urbain versus 1,1% en milieu rural en 2008).

En 2006, avec l'appui de Macro International, le Bénin a organisé une Enquête Démographique et de Santé (EDS 3) qui a permis d'estimer la prévalence à 1,2% au sein de la population générale avec une féminisation de l'épidémie : 1,5% chez les femmes versus 0,8% chez les hommes (sex ratio de 188 femmes infectées pour 100 hommes). Cette situation est variable selon les départements et le milieu de résidence. La prévalence est plus élevée en milieu urbain (1,7%) qu'en milieu rural (0,9%).

2.6 Réponse nationale au VIH

La prise en charge couvre les aspects médical, biologique, pharmaceutique, psychologique, social, communautaire et nutritionnel dans 64 sites (Les sites de prise en charge sont passés de 48 en 2007 à 64 à fin 2008 dont 5 pour le projet Corridor Abidjan-Lagos). Elle est gratuite pour les ARV, certains médicaments pour les infections opportunistes et le bilan biochimique, hématologique, immunologique et virologique.

Le traitement à l'aide des ARV qui a démarré en 2002 grâce à l'Initiative Béninoise d'Accès aux Antirétroviraux vise l'amélioration de la qualité de vie et l'allongement de l'espérance de vie des PVVIH qui peuvent alors se livrer à des activités génératrices de revenus. Avec une initiation annuelle de près de 2 500 nouveaux

¹ Source : Annuaire statistique du MS

cas de Sida, le nombre de personnes mises sous ARV sous forme de file active est de 12080 (dont 770 enfants) au 31 décembre 2008 et de 15333 (dont 997 enfants) au 30 septembre 2009.

Outre la prise en charge, la promotion des tests VIH volontaires et confidentiels bénéficie également d'une attention particulière. En 2008, la couverture du pays en centres de Conseil et de Dépistage Volontaire est de 122 sites dont 111 fonctionnels avec une implication des cliniques privées qui collaborent dans les activités de dépistage. 290 274 personnes ont été dépistées au titre de l'année 2008. La poursuite de cette politique d'extension des sites de dépistage à travers tout le territoire national a permis l'augmentation des sites à 125 au 30 septembre 2009 dont 119 ont été déclarés fonctionnels durant tout le troisième trimestre.

De même, la Prévention de la Transmission Mère-Enfant (PTME) est à sa phase de généralisation et couvre 355 maternités sur les 611 du pays. En effet, le nombre de maternités offrant le service de la PTME est passé de 204 en 2007 à 355 en 2008 dont 332 fonctionnels et 354 fonctionnels au 30 septembre 2009. Dans ces sites, 207 814 femmes enceintes ont été admises en consultation prénatale et 127 763 ont consenti à se faire dépister en 2008, soit un taux d'acceptation de 61,5%. Sur les 127 763 gestantes dépistées, 2737 ont été testées positives au VIH (2,1%). Au nombre de ces dernières, 1 447 soit 52,9% femmes ont été mises sous prophylaxie antirétrovirale : tri prophylaxie aux ARV (30,7%) et monoprophyllaxie antirétrovirale (69,3%). Selon l'étude de l'efficacité de la PTME réalisée en 2008, le taux de transmission du VIH des mères séropositives qui n'ont bénéficié d'aucun protocole est de 17%, alors qu'il est de 6% chez celles qui ont été mises sous monoprophyllaxie et de 2,2% chez celles qui ont utilisé la triprophyllaxie/tripthérapie.

Pour ce qui concerne la prise en charge des co-infectés TB/VIH, en 2008, sur les 3 977 tuberculeux enregistrés, 3 802 ont été dépistés pour le VIH (soit 96%) et 644 se sont révélés positifs, soit un taux de séropositivité de 16,9%. Sur les 2064 cas enregistrés au premier semestre 2009, 1990 ont été dépistés dont 327 sont positifs, ce qui donne un taux de séropositivité de 16,4%. Jusqu'au 30 septembre 2009, 391 malades tuberculeux infectés par le VIH ont été mis sous traitement prophylactique au CTM. Le plus grand nombre a été observé dans le Littoral (241) ; ceci peut s'expliquer par la présence du CNHPP dans ce département.

III- DEFINITION ET DOMAINES DE COUVERTURE DU REDES

3.1 La classification en trois dimensions

Dans l'Estimation nationale des ressources et dépenses relatives au sida, les flux financiers et les dépenses relatifs à la riposte nationale au VIH sont répartis en trois dimensions : le financement, la prestation et l'utilisation. La classification en trois dimensions et en six catégories constitue le cadre d'Estimation nationale des ressources et dépenses relatives au sida. Ces trois dimensions comprennent six catégories :

3.1.1 Le financement

1. Les **agents de financement** (FA) sont des entités chargées de réunir les fonds nécessaires au financement des programmes liés à la prestation de services, également responsables des décisions programmatiques (agent acquéreur).
2. Les **sources de financement** (FS) sont des entités qui accordent des fonds aux agents de financement.

3.1.2 La prestation de services liés au VIH

3. Les **prestataires de services** (PS) sont des entités qui participent à la production, à la prestation et à l'exécution de services liés au VIH.
4. Les **facteurs de production/coûts** des ressources (PF) sont les moyens (travail, capital, ressources naturelles, « savoir-faire » et ressources de l'entreprise).

3.1.3 L'utilisation

5. Les segments des groupes de **population bénéficiaires** (BP), par exemple les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les consommateurs de drogues injectables, etc.
6. Les **catégories de dépenses** relatives au sida (ASC) regroupent les interventions et les activités liées au VIH.

3.3 Définition des Catégories de dépenses

3.3.1 Prévention

La prévention est définie comme un large ensemble d'activités ou de programmes destinés à réduire les comportements à risque.

3.3.2 Soins et traitement

La catégorie soins et traitement comprend les dépenses, achats, transferts et investissements réalisés pour mettre au point des activités dans les dispensaires, à domicile et dans les communautés afin de dispenser des traitements et soins aux adultes et aux enfants séropositifs au VIH.

3.3.3 Orphelins et enfants vulnérables

Cette catégorie prend en compte les dépenses encourues pour assurer la prise en charge d'enfants, en remplacement de leurs parents décédés du sida. Il importe d'enregistrer ici également les dépenses encourues pour atténuer les difficultés sociales d'orphelins des deux ou d'un seul parent(s).

3.3.4 Développement de Programme

Les dépenses liées aux programmes concernent les dépenses administratives ne relevant pas de la pratique de soins de santé. Les dépenses liées aux programmes regroupent les services tels que la gestion des programmes de lutte contre le sida, le suivi et l'évaluation (M&E), la sensibilisation, la formation avant l'entrée en fonction, l'amélioration des structures au moyen d'achats d'équipements de laboratoire et de télécommunications. Cela comprend également les investissements à long terme, tels que la construction d'établissements de santé, qui profitent à l'ensemble du système de santé.

3.3.5 Ressources humaines

Cette catégorie regroupe les services liés au personnel, comprenant la formation, le recrutement, le maintien en poste, le déploiement et la gratification des professionnels de santé et de leurs responsables, au vu de leurs bonnes performances dans le domaine de la lutte contre le VIH. Les coûts relatifs aux professionnels travaillant dans le domaine de la lutte contre le VIH ne se limitent pas au système de santé. Entrent également dans cette catégorie le paiement direct des compensations salariales versées aux professionnels de santé.

3.3.6 Protection sociale et services sociaux

La protection sociale fait généralement référence aux avantages financiers ou en nature octroyés par des organisations gouvernementales ou non gouvernementales

à certaines catégories de personnes définies par des critères tels que la maladie, la vieillesse, le handicap, le chômage, l'exclusion sociale, etc... La protection sociale comprend les services sociaux et la sécurité sociale personnalisés. Cela regroupe les dépenses relatives aux services et aux moyens financiers accordés aux personnes et aux ménages, et s'ajoutent aux dépenses liées aux services fournis collectivement.

3.3.7 Recherches liées au VIH/SIDA

La recherche liée au VIH est définie comme la production des connaissances pouvant contribuer à prévenir la maladie, à promouvoir, à restaurer, à maintenir, à protéger et à améliorer le développement et le bien-être des populations.

IV - METHODOLOGIE

4.1 La pré-enquête

Elle a consisté en une série d'activités dont les plus importantes sont :

- Sous la coordination du SP/CNLS et de l'ONUSIDA, la formation des acteurs nationaux par l'équipe multisectorielle d'experts nationaux sur les outils NASA et sur les grands principes de l'analyse du financement des projets et programmes de santé en général et celui de la lutte contre le VIH et le SIDA en particulier.

Avant le démarrage de la phase de collecte des informations, l'équipe multisectorielle a fait une revue des structures (publics, privés, ONG nationales et internationales et Partenaires Techniques et financiers) à visiter conformément aux acteurs formés.

Les structures retenues ont été réparties entre les membres de l'équipe qui se sont individuellement organisés pour accéder aux responsables des structures.

L'identification des structures à visiter a permis d'estimer la durée approximative de la phase de collecte.

- La revue, l'adaptation et la multiplication des supports ;

Cette phase a permis aux membres de l'équipe de revoir et d'adapter les différents outils de collecte aux réalités du pays.

4.2 La collecte des données

La collecte active des données sur le terrain au niveau des structures a duré deux mois, du 15 novembre 2009 au 15 janvier 2010. Elle s'est faite en deux volets à savoir :

- Une collecte communale assurée par les spécialistes en suivi et évaluation des CDLS. Cette phase a consisté en une collecte des informations financières des communes, des ONGs, et des zones sanitaires...
- Une collecte nationale assurée par trois équipes de collecte. Ils ont eu pour tâche d'assurer d'une part la collecte des données selon le processus NASA/REDES au niveau des comités départementaux de lutte contre le sida, des ONG et partenaires internationales, ainsi que les organismes des Nations Unies, et d'autre part de désagréger les données collectées pour renseigner tous les items. Chaque équipe disposait :
 - D'une copie de la lettre du Secrétaire Permanent du CNLS ;
 - De la liste des structures à visiter ;
 - D'un lot de questionnaires à remplir.

Les questionnaires ont été soumis aux responsables des structures et remplis. Lorsque cela était nécessaire, l'équipe collectait l'information avec le responsable de la structure.

Les données une fois collectées étaient apurées. Il s'agissait de contrôler la cohérence des activités par rapport aux missions de la structure et de s'assurer de la bonne qualité des données reçues.

En cas de besoin, les membres de l'équipe procédaient à la recherche des informations manquantes afin de disposer de l'information la plus exhaustive et la plus vraisemblable possibles sur les différentes institutions.

- L'équipe de supervision a effectué une supervision de proximité afin de suivre la fiabilité des données collectées selon le canevas REDES/NASA. Elle a en outre aidé les équipes nationales dans la collecte des données manquantes.

4.3 Le traitement et la saisie des données

Les données une fois collectées ont été vérifiées au niveau central par les experts nationaux. Le travail a consisté à faire un apurement individuel des fiches de collecte en s'assurant de la cohérence des informations collectées. Les informations collectées au niveau national sont comparées aux celles collectées dans les départements pour le contrôle de qualité.

- Codification et saisie des données dans le tableur Excel - La codification des activités a consisté à les rattacher à un code précis permettant son introduction dans le logiciel NASA. A Chaque intervention ont été associés l'objet de la dépense, les populations bénéficiaires ainsi que les différents facteurs de production intervenant dans l'activité.
- Contrôle de la qualité et de la cohérence des données - Recherche des informations manquantes. Cette dernière étape a consisté à revoir les données saisies afin de s'assurer de la cohérence d'ensemble des informations et surtout à supprimer les doublons. Les données épidémiologiques et générales sur le pays ont ensuite été introduites.
- Saisie des données dans le RTS/NASA – Une fois la qualité des données assurée, l'équipe s'est attelée à entrer les données dans le logiciel RTS. Cette phase accomplie a permis de sortir du logiciel les différentes matrices.

4.4 L'analyse des résultats et la validation

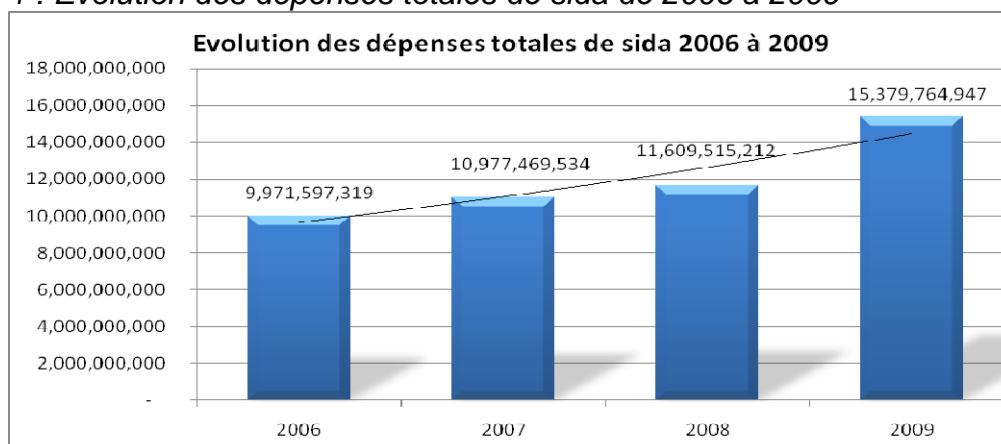
Les résultats concernant le niveau de financement et de dépenses en VIH/SIDA, combinés avec l'information démographique, socio-économique et épidémiologique du pays, permettent de présenter des indicateurs de distribution de la dépense et des analyses comparatives avec d'autres pays.

Une validation des résultats et une restitution ayant connu la participation de bailleurs de fonds, du CNLS et des acteurs de la société civile ont été organisées. Les commentaires et suggestions ont été pris en compte pour la production du rapport final.

V - RESULTATS DE L'ESTIMATION DES RESSOURCES ET DEPENSES 2008 ET 2009

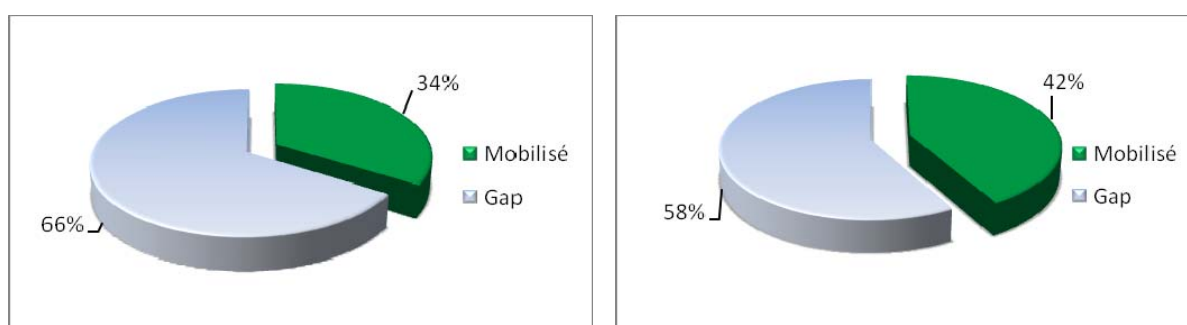
5.1 Dépenses totales de SIDA

Figure 1 : Evolution des dépenses totales de sida de 2006 à 2009



Cette figure 1 nous permet de constater une évolution des dépenses totales liées à la riposte au VIH/sida de 2006 à 2009. L'opérationnalisation du Cadre Stratégique a prévu pour le financement de ces activités en 2008 un budget de 34 171 702 400 F CFA et en 2009 la somme de 36 242 721 400 F CFA. Au regard de cette prévision, on constate encore un gap pour le financement du Cadre Stratégique. Toutefois, même s'il est encore important, le gap financier pour la mise en œuvre du cadre stratégique 2007-2011 s'amenuise au fil du temps (Voir figures 2a et 2b).

Figures 2a et 2b : Gap de financement du cadre stratégique en 2008 et 2009



Les actions de plaidoyer et le développement des stratégies devront alors s'intensifier pour une meilleure mobilisation des ressources et la diversification des sources de financement, notamment l'identification de nouvelles sources de financement.

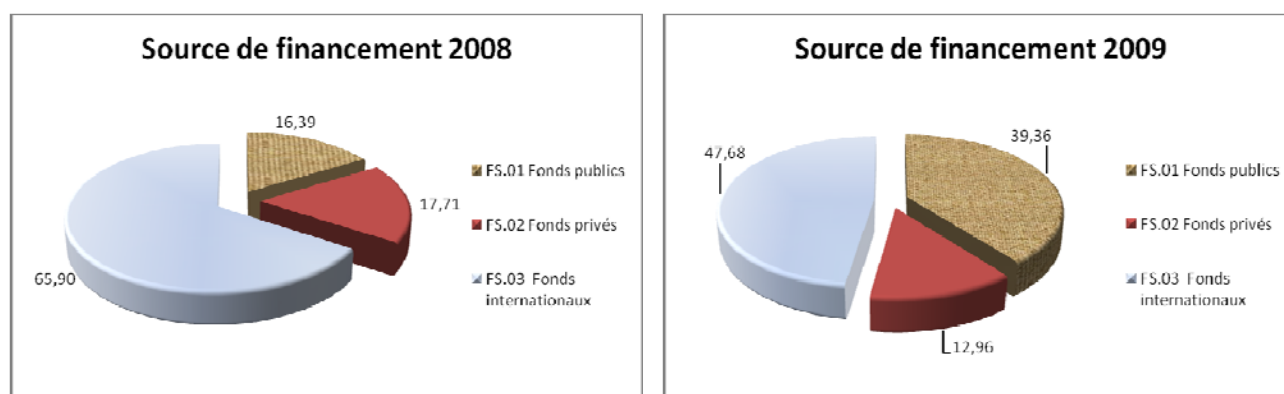
5.2 Dépenses par source de financement

Tableau 1 : Répartition des dépenses par source de financement en 2008 et 2009

Sources de financement	2008		2009	
Fonds publics	1 902 819 736	16,39	6 053 382 954	39,36
Fonds privés	2 055 504 220	17,71	1 992 704 760	12,96
Institutions et entreprises à but lucratif	3 405 550	0,03	19 156 587	0,12
Fonds des Ménages	2 048 804 450	17,65	1 876 783 075	12,20
Institutions à but non lucratif (autres que l'assurance sociale)	3 294 220	0,03	96 765 098	0,63
Fonds internationaux	7 651 191 256	65,90	7 333 677 233	47,68
Organismes Bilatéraux	2 077 729 553	17,90	1 263 154 573	8,21
Organismes Multilatéraux	5 001 539 104	43,08	5 498 711 702	35,75
ONG internationales	571 922 599	4,93	571 810 958	3,72
TOTAL	11 609 515 212	100,00	15 379 764 947	100,00

On distingue trois sources de financement des dépenses de la lutte contre le VIH/sida et les IST au Bénin. Il s'agit du financement par les fonds publics, celui des fonds privés et le financement extérieur. On note une augmentation sensible des dépenses publiques qui passe de 1 902 819 736 F CFA (16,4%) en 2008 à 6 053 382 954 F CFA (39,36%) en 2009 ; contrairement aux dépenses privées qui glissent de 2 055 504 220 F CFA (17,71%) à 1 992 704 760 F CFA (12,96%).

Figures 3a et 3b: Sources de financement en 2008 et 2009



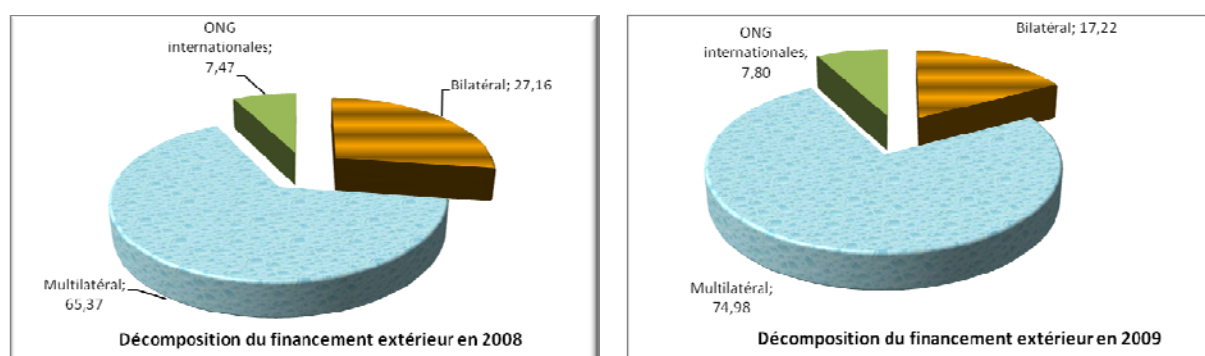
Quant aux financements extérieurs qui demeurent la principale source de financement de la lutte contre le sida, ils s'élevaient à **7 651 191 256 F CFA soit 66%** du montant total des dépenses en 2008 contre **7 333 677 233 F CFA soit 47,7% en 2009**.

Ce financement représente les contributions de trois grandes catégories de bailleurs.

- Les Organismes Multilatéraux pour un montant de **5 001 539 104 F CFA** (43,08%) en 2008 et **5 498 711 702 F CFA** (35,75 %) en 2009
- Les organismes bilatéraux pour un montant de **2 077 729 553 F CFA** (17,90%) en 2008 et **1 263 154 573 F CFA** (8,21%) en 2009
- Les ONG internationales pour un montant de **571 922 599 F CFA** (4,93%) en 2008 et **571 810 958 F CFA** (3,72%) en 2009

Les graphiques qui suivent présentent la répartition des ressources extérieures en 2008 et 2009.

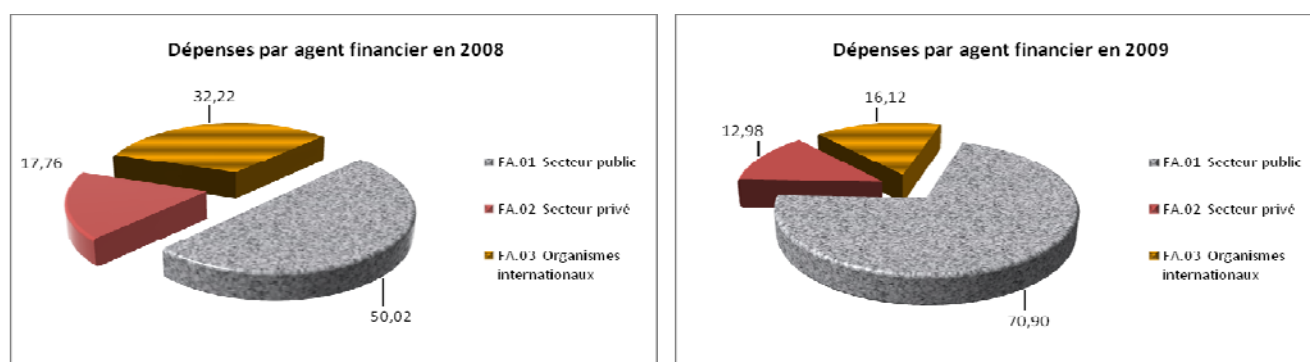
Figures 4a et 4b : Décomposition des dépenses du financement extérieur en 2008 et 2009



Cette répartition met en exergue une prédominance des ressources allouées par les partenaires multilatéraux de la réponse nationale.

5.3 Dépenses par agent financier

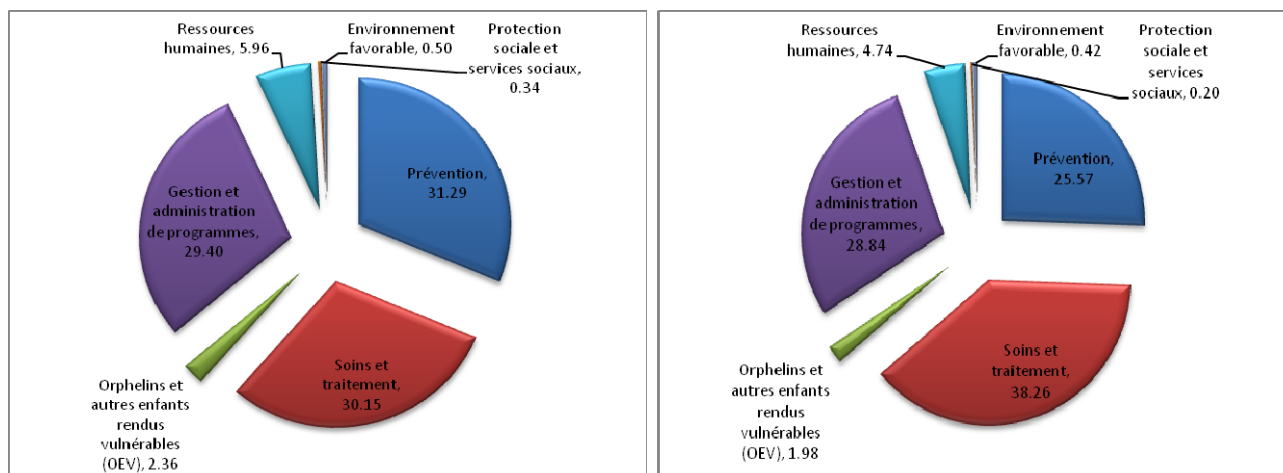
Figures 5a et 5b : Répartition des dépenses par agent financier en 2008 et 2009



La répartition des dépenses par agent financier révèle que la grande partie des ressources consacrées à la lutte contre le sida continue de transiter par les agents du secteur public comme on peut l'observer sur les deux graphiques ci-dessus.

5.4 Dépenses par chapitre d'interventions

Figures 6a et 6b: Répartition des dépenses par chapitre d'interventions en 2008 et 2009



Comme on peut l'observer sur ces figures, en 2008, 38% des ressources ont été allouées aux interventions de soins et traitement, 28,84% à la gestion et administration des programmes, et 25,57% au programme de prévention. Par contre, seulement 1,98% des ressources ont été allouées aux orphelins et enfants vulnérables.

En 2009, on note une augmentation des dépenses relatives à la prévention (31,29% contre 25,7% en 2008) et des dépenses allouées aux orphelins et enfants vulnérables (2,36% contre 1,98% en 2008).

5.4.1 Les dépenses de Prévention

La Communication pour le changement social et comportemental (soit 15,75% des dépenses de prévention), le Conseil et test volontaires (14,53%), le Marketing social du préservatif (17,21%) et sa mise à disposition dans les secteurs public et commercial (14,56%) ainsi que la Sécurité transfusionnelle (15,50%) ont constituées les dépenses de prévention les plus importantes en 2008. Par contre en 2009, les dépenses de Mobilisation communautaire (17,87%) sont celles ayant été les plus importantes, suivi des activités de sécurité transfusionnelle (15,80%), puis la mise à disposition de préservatifs masculins dans les secteurs public et commercial (13,04%).

En 2008, ce sont les Organismes du Système des Nations Unies (43,39%) qui ont financé le plus les activités de prévention, suivis des contributions bilatérales à 24,33% et du Gouvernement à 17,09%. Cette tendance s'est inversée en 2009 avec une forte implication du gouvernement (48,30%) dans le financement des activités de prévention.

Tableau 2a : Décomposition des dépenses de prévention par source de financement en 2008

	FS.01.01 Fonds des gouvernements territoriaux	FS.01 Fonds publics	FS.02.01 Institutions et entreprises à but lucratif	FS.02.02 Fonds des ménages	FS.02.03 Institutions à but non lucratif (autres que l'assurance sociale)	FS.02 Fonds privés	FS.03.01 Contributions bilatérales directes	FS.03.02 Organismes multilatéraux administrant des subventions pré-affectées	FS.03.03 Organisations et fondations internationales à but non lucratif	FS.03 Fonds internationaux	Total général	%
ASC.01.01 Communication pour le changement social et comportemental	1300000	1300000					21667409	436605080	8066970	466339459	467639459	15.75
ASC.01.02 Mobilisation communautaire	120135380	120135380			1647110	1647110		15945042		15945042	137727532	4.64
ASC.01.03 Conseil et test volontaires (CTV)	1644707	1644707			197653	197653		386463030	43100720	429563750	431406110	14.53
ASC.01.04 Programmes de réduction des risques destinés aux groupes de population rendus vulnérables mais demeurant accessibles	3700000	3700000						150598809	73694237	224293046	227993046	7.68
ASC.01.05 Prévention – jeunes gens scolarisés	600000	600000						100377860		100377860	100977860	3.40
ASC.01.11 Programmes de prévention sur le lieu de travail			1605550			1605550					1605550	0.05
ASC.01.12 Marketing social du préservatif							510818950			510818950	510818950	17.21
ASC.01.13 Mise à disposition de préservatifs masculins dans les secteurs public et commercial				322604450		322604450	109758440			109758440	432362890	14.56
ASC.01.17 Prévention de la transmission mère-enfant (PTME)								198122894		198122894	198122894	6.67
ASC.01.19 Sécurité transfusionnelle	380000000	380000000					80000000			80000000	460000000	15.50
ASC.01 Prévention	507380087	507380087	1605550	322604450	1844763	326054763	722244799	1288112715	124861927	2135219441	2968654291	100.00
%	17.09	17.09	0.05	10.87	0.06	10.98	24.33	43.39	4.21	71.93	100.00	

Tableau 2b : Décomposition des dépenses de prévention par source de financement en 2009

	FS.01.01 Fonds des gouvernements territoriaux	FS.01 Fonds publics	FS.02.01 Institutions et entreprises à but lucratif	FS.02.02 Fonds des ménages	FS.02.03 Institutions à but non lucratif (autres que l'assurance sociale)	FS.02 Fonds Privés	FS.03.01 Contributions bilatérales directes	FS.03.02 Organismes multilatéraux administrant des subventions pré-affectées	FS.03.03 Organisations et fondations internationales à but non lucratif	FS.03 Fonds internationaux	Total général	%
ASC.01.01 Communication pour le changement social et comportemental	11715000	11715000					22382500	110667435	22041000	155090935	166805935	3.47
ASC.01.02 Mobilisation communautaire	813517526	813517526			20086045	20086045		10676231	15783000	26459231	860062802	17.87
ASC.01.03 Conseil et test volontaires (CTV)	475799062	475799062			3284380	3284380		22160168	3512000	25672168	504755610	10.49
ASC.01.04 Programmes de réduction des risques destinés aux groupes de population rendus vulnérables mais demeurant accessibles	232152418	232152418						349240489	22784039	372024528	604176946	12.56
ASC.01.05 Prévention – jeunes gens scolarisés	600000	600000						126592260		126592260	127192260	2.64
ASC.01.11 Programmes de prévention sur le lieu de travail	207844800	207844800	19156587			19156587					227001387	4.72
ASC.01.12 Marketing social du préservatif							330966030			330966030	330966030	6.88
ASC.01.13 Mise à disposition de préservatifs masculins dans les secteurs public et commercial	122057512	122057512		337963075		337963075	135658110	31893079		167551189	627571776	13.04
ASC.01.16 Prévention diagnostic et traitement des infections sexuellement transmissibles (IST)								43434193		43434193	43434193	0.90
ASC.01.17 Prévention de la transmission mère-enfant (PTME)								549395949	7336000	556731949	556731949	11.57
ASC.01.19 Sécurité transfusionnelle	460325560	460325560					300000000			300000000	760325560	15.80
ASC.01.21 Précautions universelles							2964510			2964510	2964510	0.06
ASC.01 Prévention	2324011878	2324011878	19156587	337963075	23370425	380490087	791971150	1244059804	71456039	2107486993	4811988958	100.00
%	48.30	48.30	0.40	7.02	0.49	7.91	16.46	25.85	1.48	43.80	100.00	

5.4.2 Les dépenses de soins et traitement

Les dépenses totales liées aux soins et traitement s'élèvent respectivement à 4 441 226 570 (soit 38,22% des dépenses totales de sida) en 2008 et 4 637 238 032 FCFA (soit 30,15%) en 2009.

Pour les deux années 2008 et 2009 ce sont les dépenses consacrées à la thérapie antirétrovirale qui représentent les dépenses les plus élevées en matière de soins et traitement. En 2008 elle a coûté 1 950 595 443 FCFA (soit 43,92% des dépenses de soins et traitement) et en 2009, 1 625 000 811 FCFA soit 35,04%. Les ressources allouées à la thérapie antirétrovirale des enfants demeurent faibles. En 2008, elles s'élèvent à 89 386 670 F CFA (2,01%) et 70 004 510 F CFA (1,51%) en 2009.

Par ailleurs, les dépenses consacrées à l'aide alimentaire associée à la thérapie antirétrovirale ont connu une importante régression de 60%. En effet, les dépenses qui étaient de 554 984 492 F CFA (12,50%) en 2008 sont passées à 220 411 000 F CFA (4,75%) en 2009.

5.4.3 Les dépenses de soutien

Le package d'activités offert aux OEV est le soutien éducationnel qui représente 12,34% des fonds alloués aux OEV en 2008 et 30,69% en 2009, les soins de santé (82,29% en 2008 et 28,96% en 2009), l'appui aux familles d'accueil (4,77% en 2008 et 35,55% en 2009) et l'appui communautaire aux OEV 4,80% en 2009. Ces activités aussi bien en 2008 qu'en 2009 ont été fortement financées par les organismes du système des nations unies (soit 78,53% en 2008 et 67,77% en 2009 des dépenses totales de soutien aux OEV).

Entre 2008 et 2009, les fonds consacrés au soutien des OEV ont connu un accroissement de 57,66%. Ceci est dû au fait qu'en 2009 les centres de promotion sociale ont été mieux appuyés dans leurs activités pour soutenir les orphelins de sida au sein des familles d'accueil. Cependant très peu d'OEV bénéficie d'un soutien.

Tableau 3a : Décomposition des dépenses des Orphelins et autres enfants rendus vulnérables par source de financement en 2008

	FS.01.01 Fonds des gouvernements territoriaux	FS.01 Fonds publics	FS.02.01 Institutions et entreprises à but lucratif	FS.02.02 Fonds des ménages	FS.02.03 Institutions à but non lucratif (autres que l'assurance sociale)	FS.02 Fonds privés	FS.03.01 Contributions bilatérales directes	FS.03.02 Organismes multilatéraux administrant des subventions pré-affectées	FS.03.03 Organisations et fondations internationales à but non lucratif	FS.03 Fonds internationaux	Total général	
ASC.03.01 Education des OEV									28390152	28390152	28390152	12.34
ASC.03.02 Soins de santé de base destinés aux OEV								180713830	10030000	190743830	190743830	82.89
ASC.03.03 Appui à la famille/à domicile aux OEV	10983940	10983940									10983940	4.77
ASC.03 Orphelins et autres enfants rendus vulnérables (OEV)	10983940	10983940						180713830	38420152	219133982	230117922	100.00
	4.77	4.77	-	-	-	-	-	78.53	16.70	95.23	100.00	

Tableau 3b : Décomposition des dépenses des Orphelins et autres enfants rendus vulnérables par source de financement en 2009

	FS.01.01 Fonds des gouvernements territoriaux	FS.01 Fonds publics	FS.02.01 Institutions et entreprises à but lucratif	FS.02.02 Fonds des ménages	FS.02.03 Institutions à but non lucratif (autres que l'assurance sociale)	FS.02 Fonds privés	FS.03.01 Contributions bilatérales directes	FS.03.02 Organismes multilatéraux administrant des subventions pré-affectées	FS.03.03 Organisations et fondations internationales à but non lucratif	FS.03 Fonds internationaux	Total général	%
ASC.03.01 Education des OEV	49982000	49982000			24835468	24835468	20225023	16289270		36514293	111331761	30.69
ASC.03.02 Soins de santé de base destinés aux OEV								100586145	4490500	105076645	105076645	28.96
ASC.03.03 Appui à la famille/à domicile aux OEV								128983819		128983819	128983819	35.55
ASC.03.04 Appui communautaire aux OEV	17401453	17401453									17401453	4.80
ASC.03 Orphelins et autres enfants rendus vulnérables (OEV)	67383453	67383453			24835468	24835468	20225023	245859234	4490500	270574757	362793678	100.00
%	18.57	18.57	-	-	6.85	6.85	5.57	67.77	1.24	74.58	100.00	

Tableau 4a : Décomposition des dépenses liées à la protection sociale par source de financement en 2008

	FS.01.01 Fonds des gouvernements territoriaux	FS.01 Fonds publics	FS.02.01 Institutions et entreprises à but lucratif	FS.02.02 Fonds des ménages	FS.02.03 Institutions à but non lucratif (autres que l'assurance sociale)	FS.02 Fonds privés	FS.03.01 Contributions bilatérales directes	FS.03.02 Organismes multilatéraux administrant des subventions pré-affectées	FS.03.03 Organisations et fondations internationales à but non lucratif	FS.03 Fonds internationaux	Total général	%
ASC.06.03 Protection sociale sous forme de services sociaux									10612600	10612600	10612600	46.67
ASC.06.04 Création de revenus dans le cadre spécifique de la lutte contre le VIH	6089000	6089000					4000000			4000000	10089000	44.36
ASC.06.98 Services de protection sociale et services sociaux non ventilés par type d'activité									1440000	1440000	1440000	6.33
ASC.06.99 Services de protection sociale et services sociaux non classifiés ailleurs									600000	600000	600000	2.64
ASC.06 protection sociale et services sociaux	6089000	6089000					4000000		12652600	16652600	22741600	100.00
%	26.77	26.77	-	-	-	-	17.59	-	55.64	73.23	100.00	

Tableau 4b : Décomposition des dépenses liées à la protection sociale par source de financement en 2009

	FS.01.01 Fonds des gouvernements territoriaux	FS.01 Fonds publics	FS.02.01 Institutions et entreprises à but lucratif	FS.02.02 Fonds des ménages	FS.02.03 Institutions à but non lucratif (autres que l'assurance sociale)	FS.02 Fonds privés	FS.03.01 Contributions bilatérales directes	FS.03.02 Organismes multilatéraux administrant des subventions pré-affectées	FS.03.03 Organisations et fondations internationales à but non lucratif	FS.03 Fonds internationaux	Total général	%
ASC.06.03 Protection sociale sous forme de services sociaux									3153840	3153840	3153840	6.01
ASC.06.04 Création de revenus dans le cadre spécifique de la lutte contre le VIH	45739499	45739499			3581361	3581361					49320860	93.99
ASC.06 protection sociale et services sociaux	45739499	45739499			3581361	3581361			3153840	3153840	52474700	100.00
%	87.16	87.16	-	-	6.82	6.82	-	-	6.01	6.01	100.00	

5.4.4 Les dépenses pour un environnement favorable

Tableau 5a : Décomposition des dépenses d'un environnement favorable par source de financement en 2008

	FS.01.01 Fonds des gouvernements territoriaux	FS.01 Fonds publics	FS.02.01 Institutions et entreprises à but lucratif	FS.02.02 Fonds des ménages	FS.02.03 Institutions à but non lucratif (autres que l'assurance sociale)	FS.02 Fonds privés	FS.03.01 Contributions bilatérales directes	FS.03.02 Organismes multilatéraux administrant des subventions pré-affectées	FS.03.03 Organisations et fondations internationales à but non lucratif	FS.03 Fonds internationaux	Total général	%
ASC.07.02 Programmes de protection des droits de l'homme			1500000			1500000					1500000	3.73
ASC.07.03 Renforcement institutionnel spécifique à la riposte au sida								38687190		38687690	38687690	96.27
ASC.07 Environnement favorable			1500000			1500000		38687190		38687690	40187690	100.00
%	-	-	3.73	-	-	3.73	-	96.27	-	96.27	100.00	

Tableau 5b : Décomposition des dépenses d'un environnement favorable par source de financement en 2009

	FS.01.01 Fonds des gouvernements territoriaux	FS.01 Fonds publics	FS.02.01 Institutions et entreprises à but lucratif	FS.02.02 Fonds des ménages	FS.02.03 Institutions à but non lucratif (autres que l'assurance sociale)	FS.02 Fonds privés	FS.03.01 Contributions bilatérales directes	FS.03.02 Organismes multilatéraux administrant des subventions pré-affectées	FS.03.03 Organisations et fondations internationales à but non lucratif	FS.03 Fonds internationaux	Total général	%
ASC.07.01 Sensibilisation	3419583	23419583									23419583	30.32
ASC.07.02 Programmes de protection des droits de l'homme								13295000		13295000	13295000	17.21
ASC.07.03 Renforcement institutionnel spécifique à la riposte au sida								40516010		40515543	40515543	52.46
ASC.07 Environnement favorable	23419583	23419583						53811010		53810543	77230126	100.00
%	30.32	30.32	-	-	-	-	-	69.68	-	69.68	100.00	

5.4.5 Les dépenses de développement du Programme

Les fonds consacrés à la gestion des programmes et au renforcement de l'administration sont considérables : En 2008, 3 347 996 574 CFA (soit 28,84% des dépenses totales) ont été consacrés à la gestion des programmes et au renforcement de l'administration. En 2009, ces dépenses s'élevaient à 4 522 011 654 F CFA et représentaient 29,40% des dépenses totales. Cette situation donne parfois lieu à des critiques qui font état de ce que les fonds du sida ne profitent pas toujours directement et entièrement aux bénéficiaires. Cependant, il faut noter que les besoins en matériels et en ressources pour le fonctionnement des programmes et des structures faîtières de coordination sont bien réels.

Tableau 6a : Décomposition des dépenses de développement du programme par source de financement en 2008

	FS.01.01 Fonds des gouvernements territoriaux	FS.01 Fonds publics	FS.02.01 Institutions et entreprises à but lucratif	FS.02.02 Fonds des ménages	FS.02.03 Institutions à but non lucratif (autres que l'assurance sociale)	FS.02 Fonds privés	FS.03.01 Contributions bilatérales directes	FS.03.02 Organismes multilatéraux administrant des subventions pré-affectées	FS.03.03 Organisations et fondations internationales à but non lucratif	FS.03 Fonds internationaux	Total général	%
ASC.04.01 Planification coordination et gestion de programmes	669982468	669982468			164711	164711	682326398	701840114	247380593	1631547105	2301694284	68.58
ASC.04.02 Coûts administratifs et de transactions liés à la gestion et au décaissement de fonds	223977	223977					7797917			7797917	8021894	0.24
ASC.04.03 Suivi et évaluation	34464687	34464687			296480	296480	359996721	78079415	706000	438782136	473543303	14.11
ASC.04.04 Recherche opérationnelle	1212000	1212000						38597655		38597655	39809655	1.19
ASC.04.05 Surveillance sérologique (sérosurveillance)	120190000	120190000						7638198		7638198	127828198	3.81
ASC.04.08 Technologies de l'information	12835496	12835496									12835496	0.38
ASC.04.10 Amélioration et construction d'infrastructures							143094795	235949565	1583434	380627794	380627794	11.34
ASC.04.99 Gestion et administration de programmes données non classifiées ailleurs									11658613	11658613	11658613	0.35
ASC.04 Gestion et administration de programmes	838908628	838908628			461191	461191	1193215831	1062104947	261328640	2516649418	3356019237	100.00
%	25.00	25.00	-	-	0.01	0.01	35.55	31.65	7.79	74.99	100.00	

Tableau 6b : Décomposition des dépenses de développement du programme par source de financement en 2009

	FS.01.01 Fonds des gouvernements territoriaux	FS.01 Fonds publics	FS.02.01 Institutions et entreprises à but lucratif	FS.02.02 Fonds des ménages	FS.02.03 Institutions à but non lucratif (autres que l'assurance sociale)	FS.02 Fonds privés	FS.03.01 Contributions bilatérales directes	FS.03.02 Organismes multilatéraux administrant des subventions pré-affectées	FS.03.03 Organisations et fondations internationales à but non lucratif	FS.03 Fonds internationaux	Total général	%
ASC.04.01 Planification coordination et gestion de programmes	1514220937	1514220937			602863	602863	439465870	853035091	338268050	1630769011	3145592811	69.56
ASC.04.02 Coûts administratifs et de transactions liés à la gestion et au décaissement de fonds	7253375	7253375					11492930	116795500		128288430	135541805	3.00
ASC.04.03 Suivi et évaluation	140752352	140752352			1085153	1085153		91611814	8657815	100269629	242107134	5.35
ASC.04.04 Recherche opérationnelle								101178120		101178120	101178120	2.24
ASC.04.05 Surveillance sérologique (sérosurveillance)	89930000	89930000						27534471		27534471	117464471	2.60
ASC.04.07 Systèmes d'approvisionnement en médicaments								646558468		646558468	646558468	14.30
ASC.04.08 Technologies de l'information	11090000	11090000						10507500		10507500	21597500	0.48
ASC.04.09 Supervision assurée par le personnel et suivi des patients	2820000	2820000									2820000	0.06
ASC.04.10 Amélioration et construction d'infrastructures	53360199	53360199						47107500	8683646	55791146	109151345	2.41
ASC.04 Gestion et administration de programmes	1819426863	1819426863			1688016	1688016	450958800	1894328464	355609511	2700896775	4522011654	100.00
%	40.23	40.23	-	-	0.04	0.04	9.97	41.89	7.86	59.73	100.00	

5.4.6 Ressources humaines

Les coûts des services liés au personnel représentent 550 567 902 FCFA en 2008 soit 4,74% des dépenses totales du sida. Cette catégorie de dépense a connu un accroissement de 66,38% en 2009 et s'estime à 916 027 799 (soit 5,96% des dépenses totales).

Il importe cependant de souligner que le recrutement du personnel ne s'effectue pas de façon systématique pour l'exécution des interventions en direction des groupes spécifiques et prioritaires notamment au niveau des organisations de la société civile. Le personnel en poste dans ces structures ne bénéficie pas toujours de renforcement de compétences.

En outre, la mobilité du personnel intervenant dans la lutte annihile parfois les renforcements des capacités antérieures ; ce qui oblige en un perpétuel besoin de renforcement des capacités.

5.6 Dépenses par population bénéficiaire

5.6.1 Cas des dépenses par rapport aux groupes de population

Figure 7a : Répartition des dépenses par population bénéficiaire en 2008

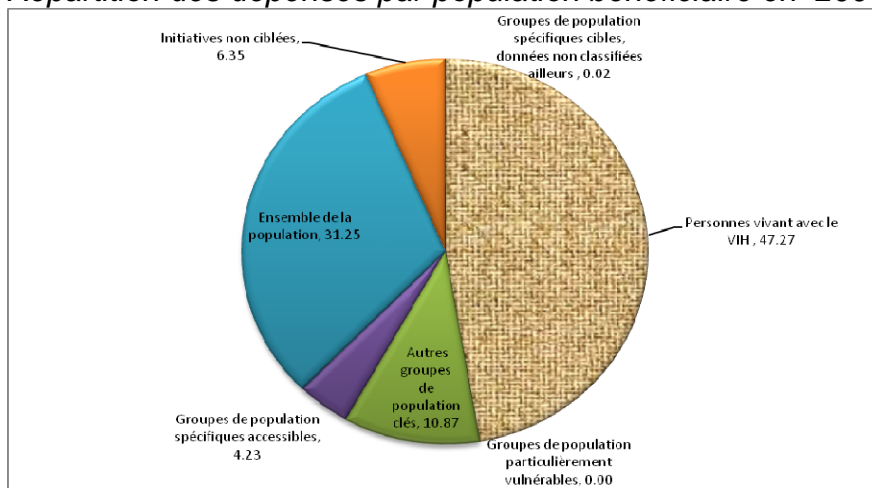
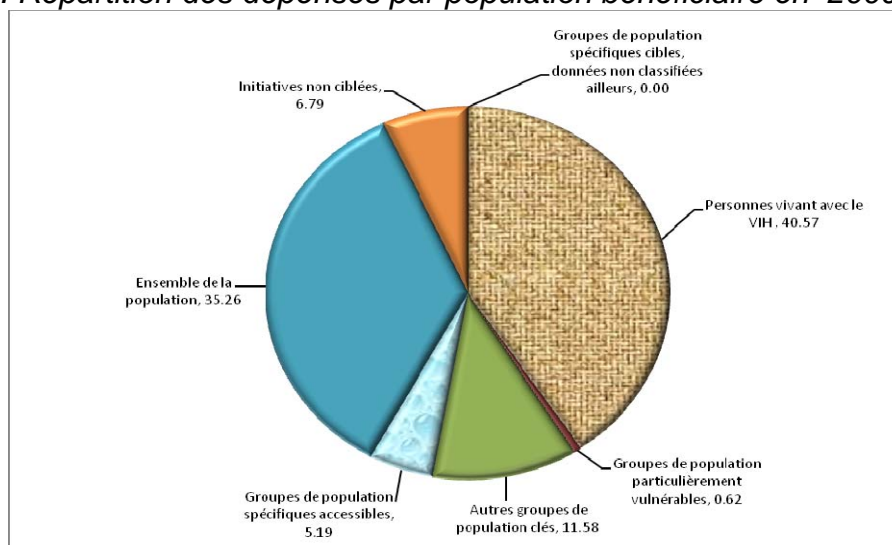


Figure 7b : Répartition des dépenses par population bénéficiaire en 2009



En 2008 et 2009, les activités de lutte contre le SIDA ont ciblé les personnes vivantes avec le VIH (47,27% en 2008 et 40,57% en 2009), la population générale (31,25% en 2008 et 35,26% en 2009) et certaines populations spécifiques clés (10,87% en 2008 et 11,58% en 2009) et accessibles (4,23% en 2008 et 5,19% en 2009), telles les jeunes à l'école, les étudiants et les femmes enceintes.

5.6.2 Cas des dépenses de PPVIH

L'analyse des dépenses consacrées aux PPVIH a montré une augmentation des ressources de 2008 à 2009. Celles-ci sont passées de 5 488 309 713 FCFA à 6 239 663 792 F CFA. Ces dépenses représentent respectivement 47,27% et 40,57% des dépenses totales du Sida.

Il importe cependant de souligner que les dépenses des Enfants (âgés de moins de 15 ans) vivant avec le VIH demeurent encore faibles. Elles ne représentent que 6,03% des dépenses liées aux PPVIH en 2008 et 5,3% en 2009.

5.6.3 Cas des dépenses de populations spécifiques (jeunes, TS, routiers, femmes)

Le Cadre stratégique national 2007-2011 prévoit d'intensifier des actions à l'endroit de certaines populations spécifiques afin de réduire la prévalence au sein de ces groupes à risque qui constituent quelque fois les vecteurs entretenant l'infection à VIH au Bénin. Et pourtant comme on peut encore le constater dans cette étude, les ressources à l'endroit de ces groupes demeurent quelque peu faibles.

Les dépenses relatives aux interventions en direction des jeunes² ont connu une régression de 19% entre 2008 et 2009. En effet, les dépenses au sein de la

² Les interventions en direction de cette population concernent les jeunes de 15 à 24 ans d'une façon générale mais aussi les jeunes à l'école et les étudiants à l'université.

population jeune s'estiment en 2008 à 1 129 711 190 F CFA (soit 9,73% du montant global des dépenses) et en 2009 à 911 445 892 F CFA (soit 5,93%).

Une régression des dépenses a été également observée au niveau des dépenses consacrées aux routiers. De 339 311 475 F CFA en 2008 (soit 2,92% des dépenses totales), les dépenses sont passées à 275 965 703 F CFA en 2009 (soit 1,79%).

En ce qui concerne les professionnelles de sexe et leurs clients, très peu de ressources ont été investies à leur endroit. Par exemple en 2009, seulement 0,62% du montant global des dépenses ont été allouées aux interventions ciblant cette couche.

Les dépenses orientées vers les femmes sont passées de 129 041 780 F CFA en 2008 à 372 452 026 F CFA en 2009. Même si ces dépenses ont connu une augmentation entre 2008 et 2009, il faut souligner toutefois que ces dépenses demeurent faibles.

5.7 Dépenses par type de facteurs de production (objets de dépense)

Tableau 7 : Décomposition des dépenses courantes en 2008 et 2009

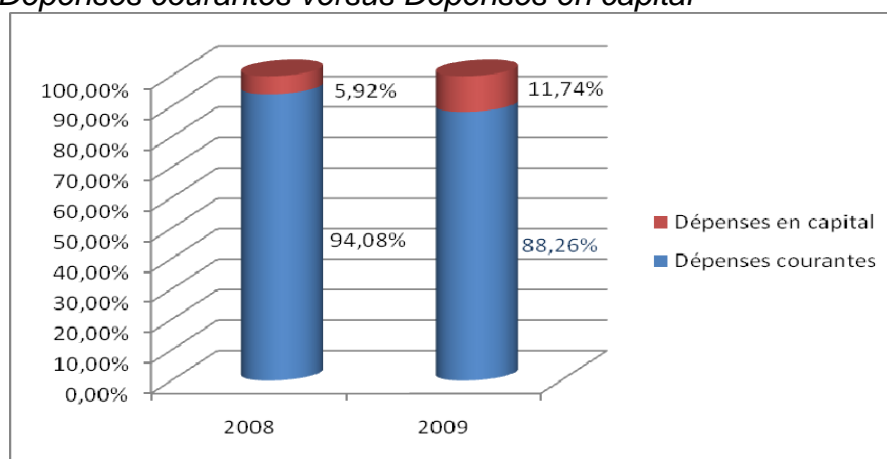
PF Catégories	2008	%	2009	%
PF.01 Dépenses courantes	10 921 929 725	94,08	13 574 092 713	88,26
PF.01.01 Revenus du travail (indemnisation des employés et rémunération des propriétaires)	2 693 362 993	23,20	3 435 978 129	22,34
PF.01.01.01 Salaires	1 158 888 746	9,98	1 205 052 711	7,84
PF.01.01.02 Contributions sociales		0,00	1 974 737	0,01
PF.01.01.03 Revenus salariaux indirects	1 524 025 550	13,13	2 224 462 185	14,46
PF.01.01.98 Revenus du travail, données non ventilées par type	480 957	0,00		0,00
PF.01.01.99 Revenus du travail non classifiés ailleurs	9 967 740	0,09	4 488 496	0,03
PF.01.02 Fournitures et services	8 215 843 454	70,77	10 113 201 353	65,76
PF.01.02.01 Matériels	5 718 149 557	49,25	6 496 055 977	42,24
PF.01.02.01.01 Antirétroviraux	1 426 146 320	12,28	1 315 617 637	8,55
PF.01.02.01.02 Autres médicaments et produits pharmaceutiques (à l'exception des antirétroviraux)	2 132 801 147	18,37	1 807 725 968	11,75
PF.01.02.01.03 Fournitures médicales et chirurgicales	205 024 976	1,77	299 873 223	1,95
PF.01.02.01.04 Préservatifs	545 152 676	4,70	744 731 424	4,84
PF.01.02.01.05 Réactifs et matériels	677 550 511	5,84	1 711 553 170	11,13
PF.01.02.01.06 Produits alimentaires et nutriments	561 224 557	4,83	235 312 453	1,53
PF.01.02.01.07 Uniformes et matériel scolaire	28 390 152	0,24	111 331 761	0,72
PF.01.02.01.98 Matériels, données non ventilées par type	6 917 161	0,06	49 540 504	0,32
PF.01.02.01.99 Autres matériels non classifiés ailleurs	134 942 057	1,16	220 369 837	1,43
PF.01.02.02 Services	2 497 693 897	21,51	3 617 145 376	23,52
PF.01.02.02.01 Services administratifs	704 707 095	6,07	880 237 756	5,72

PF.01.02.02.02 Maintenance et services de réparation	36 773 699	0,32	109 381 741	0,71
PF.01.02.02.03 Services liés à la publication, à la production cinématographique, à la radiodiffusion, et à l'élaboration de programmes	464 753 637	4,00	370 989 067	2,41
PF.01.02.02.04 Services de consultants	340 245 751	2,93	338 033 549	2,20
PF.01.02.02.05 Services de transport et de déplacement	528 190 501	4,55	328 094 100	2,13
PF.01.02.02.06 Services d'hébergement	49 448 585	0,43	70 901 389	0,46
PF.01.02.02.07 Services logistiques liés à des manifestations, s'agissant y compris de services de restauration	207 471 044	1,79	628 768 602	4,09
PF.01.02.02.98 Services, données non ventilées par type	35 315 978	0,30	766 200 197	4,98
PF.01.02.02.99 Services non classifiés ailleurs (n.c.a.)	130 787 607	1,13	124 538 975	0,81
PF.01.98 Dépenses courantes, données non ventilées par type	11 220 055	0,10	20 481 164	0,13
PF.01.99 Dépenses courantes non classifiées ailleurs	1 503 223	0,01	4 432 067	0,03

Tableau 8 : Décomposition des dépenses d'investissement en 2008 et 2009

PF Catégories	2008	%	2009	%
PF.02 Dépenses en capital	687 585 487	5,92	1 805 672 234	11,74
PF.02.01 Constructions	90 102 670	0,78	109 841 959	0,71
PF.02.01.01 Modernisation des laboratoires et autres infrastructures	88 519 236	0,76	49 570 000	0,32
PF.02.01.02 Constructions de nouveaux établissements de santé		0,00	53 360 199	0,35
PF.02.01.98 Constructions, données non ventilées par type	1 583 434	0,01	6 911 760	0,04
PF.02.02 Equipements	597 482 817	5,15	1 695 830 275	11,03
PF.02.02.01 Véhicules	60 662 654	0,52	309 056 901	2,01
PF.02.02.02 Technologie de l'information (matériels et logiciels informatiques)	31 102 731	0,27	36 185 500	0,24
PF.02.02.03 Laboratoires et autres équipements médicaux	174 914 795	1,51	292 768 097	1,90
PF.02.02.98 Equipements, données non ventilées par type	258 994 752	2,23	401 999 356	2,61
PF.02.02.99 Equipements, données non classifiées ailleurs	71 807 885	0,62	655 820 421	4,26

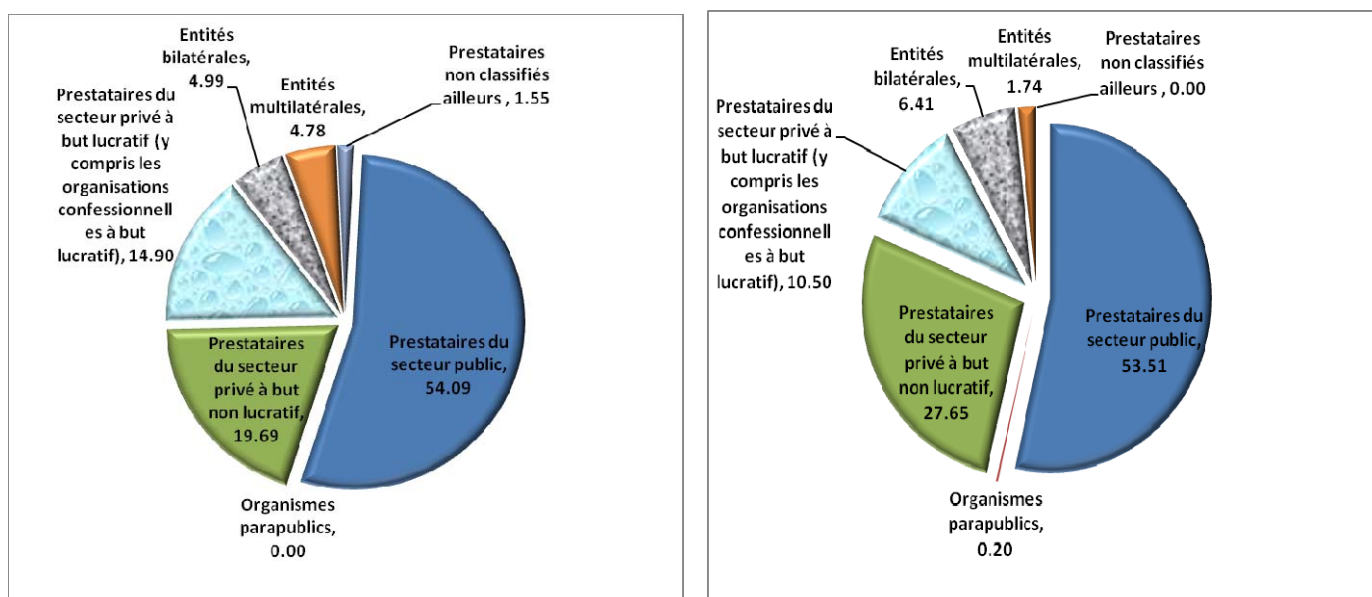
Figure 8 : Dépenses courantes versus Dépenses en capital



L'analyse de la décomposition des dépenses les deux dernières années met en relief que la majeure partie des ressources sont orientées vers des dépenses courantes. Même si elles ont connu une augmentation de 2008 à 2009, les dépenses d'investissement demeurent encore faibles.

5.8 Dépenses par prestataire

Figures 9a et 9b : Répartition des dépenses par prestataire en 2008 et 2009



La répartition des dépenses par prestataire de services en 2008 et 2009 révèle encore que plus de la moitié des ressources du Sida sont orientées vers les structures d'exécution du secteur public (54,09% en 2008 et 53,51% en 2009). Viennent ensuite les prestataires du secteur privé à but non lucratif qui ont vu de 2008 à 2009, leurs dépenses augmenter de 46,23%.

VII- DIFFICULTES RENCONTREES ET LES PERSPECTIVES

7.1 Difficultés

Certaines difficultés ont jalonné la réalisation de l'étude spécialement durant la collecte des données. En effet, les principales difficultés rencontrées pendant l'estimation des flux des ressources et dépenses de lutte contre le VIH/SIDA et les IST au Bénin des années 2008 et 2009 sont entre autres :

- La non participation de la majeure partie des comptables à la formation pour une meilleure appropriation des outils REDES ;
- La non maîtrise de la technique du remplissage des formulaires de collecte selon par les fournisseurs de données par rapport aux exigences de la méthodologie de l'estimation ;
- Le retard constaté dans la fourniture des données par certains fournisseurs de données.

7.2 Perspectives

A court terme, les défis à relever sont les suivants :

- la mise en place d'une équipe formalisée pour le développement de REDES au Bénin ;
- l'organisation des rencontres sectorielles pour l'implication des structures dans la mise en œuvre et la pérennisation du processus ;
- l'adaptation et la mise à la disposition des acteurs les outils de collecte de données harmonisés ;
- le développement d'un plaidoyer en vue de l'harmonisation du système de rapportage financier au niveau national ;
- la capitalisation des acquis et financements de l'étude au niveau décentralisé (un REDES départemental) ;
- la large diffusion du présent rapport au niveau national et international ;
- la prise en compte de l'étude REDES comme une activité programmatique du département suivi évaluation ;
- l'élargissement de l'équipe d'experts locaux ;

- l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de formation des fournisseurs de données sur l'importance et la méthodologie de EF/REDES.

Aussi, au terme de cette étude, il apparaît que le SP/CNLS dispose davantage d'un outil performant pour le suivi évaluation et le plaidoyer. En outre, la valorisation de l'expertise nationale à travers l'élargissement de la liste des experts nationaux serait d'un atout considérable.

VIII- RECOMMANDATIONS

- Elaborer, faire adopter et utiliser un canevas facilitant la collecte des données;
- Prendre en compte dès la formation l'ensemble des structures impliquées dans la lutte contre le VIH/Sida et surtout les acteurs prioritaires à savoir les coordonnateurs, les responsables suivi-évaluation et les responsables financiers des structures ;
- Renforcer l'organisation de la chaîne de l'information afin d'appréhender les dépenses réelles dans le cadre de la lutte contre le Sida du fait de la multiplicité des intervenants et de l'importance des fonds investis et des investisseurs ;
- Renforcer les capacités de l'équipe nationale sur la maîtrise du logiciel NASA;
- Installer des points focaux NASA au sein des CDLS et mettre sur pied la décentralisation effective de NASA ;
- Prendre en compte les résultats de cette étude dans les prochaines planifications à tous les niveaux pour une meilleure affectation des ressources en direction des groupes spécifiques que sont les jeunes, les TS, les femmes et les routiers.

IX - CONCLUSION

L'estimation des flux des ressources et dépenses nationales dans le domaine du VIH, deuxième exercice du genre au Bénin a permis une fois encore d'apprécier l'importance des fonds injectés dans le cadre de la réponse nationale au Sida.

Au terme de cette étude, on peut constater que la réponse nationale souffre quelque peu d'une bonne affectation des financements alloués aux interventions en direction de certaines populations bénéficiaires telles que les travailleuses de sexe et leurs clients (groupe qui entretient l'épidémie du VIH au Bénin)³.

De plus, cet exercice a permis de mettre en relief la faible allocation des ressources à certains acteurs clés de la lutte ; ce qui confirme l'idée d'œuvrer davantage pour l'établissement de la multisectorialité de la lutte c'est-à-dire, de l'implication plus accrue de tous les acteurs dans la réponse à l'épidémie.

Aujourd'hui plus que jamais, il apparaît clair que le SP/CNLS dispose d'un outil performant non seulement pour le suivi évaluation et le plaidoyer mais aussi et surtout pour la rationalisation des financements disponibles et leurs utilisations efficaces dans le cadre de la lutte contre le VIH.

³ Etude Modes of Transmission, SP/CNLS-ONUSIDA 2009

ANNEXES

Annexe 1 : Dépenses par agent financier	43
Annexe 2a : Répartition des agents de financement par source de financement en 2008...	44
Annexe 2b : Répartition des agents de financement par source de financement en 2009...	45
Annexe 3 : Dépenses par chapitre d'interventions	46
Annexe 4 : Dépenses par population bénéficiaire	48
Annexe 5 : Dépenses par prestataire	49
Annexe 6 : Liste des structures et personnes rencontrées	50
Annexe 7 : Liste des participants à l'atelier de formation.....	50

Annexe 1 : Dépenses par agent financier

FA Catégories	2008	2009
FA.01 Secteur public	5 807 088 329	10 904 047 361
FA.01.01 Gouvernements territoriaux	5 807 088 329	10 904 047 361
FA.01.01.01.01 Ministère de la Santé (ou entité du même secteur)	4 094 287 381	4 906 958 162
FA.01.01.01.02 Ministère de l'Education (ou entité du même secteur)	109 719 895	43 324 250
FA.01.01.01.03 Ministère du Développement social (ou entité du même secteur)	191 697 770	149 145 165
FA.01.01.01.05 Ministère des Finances (ou entité du même secteur)		20 000 000
FA.01.01.01.10 Organisme national de coordination de la lutte contre le sida	1 409 383 283	5 731 464 784
FA.01.01.02.04 Autres ministères (ou entités du même secteur local)		48 000 000
FA.01.01.02.99 Autres entités aux niveaux de l'Etat/de la province/de la région non classifiées ailleurs (n.c.a.)	100 000	1 200 000
FA.01.01.03.04 Bureau exécutif (ou bureau du chef du gouvernement local/municipal)	1 300 000	3 955 000
FA.01.01.03.99 Autres entités locales/municipales non classifiées ailleurs (n.c.a.)	600 000	
FA.02 Secteur privé	2 061 893 443	1 996 404 760
FA.02.04 Foyers privés (dépenses consenties par les particuliers)	2 048 804 450	1 876 783 075
FA.02.05 Institutions à but non lucratif (autres que pour l'assurance sociale)	6 894 220	99 165 098
FA.02.06 Organismes et entreprises non parapublics privés (autres que pour l'assurance santé)	3 405 550	19 156 587
FA.02.99 Autres agents de financement du secteur privé non classifiés ailleurs (n.c.a.)	2 789 223	1 300 000
FA.03 Organismes acquéreurs internationaux	3 740 533 440	2 479 312 826
FA.03.01 Bureaux de pays des organismes bilatéraux administrant les ressources externes et faisant office d'agents de financement	742 006 771	32 600 023
FA.03.01.07 Gouvernement français	726 719 271	20 225 023
FA.03.01.20 Gouvernement suisse	15 287 500	12 375 000
FA.03.02 Organismes multilatéraux administrant des ressources externes	1 194 509 428	1 003 125 825
FA.03.02.07 Secrétariat de l'ONUSIDA	102 674 500	172 013 700
FA.03.02.08 Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	82 757 985	171 197 835
FA.03.02.12 Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR)	15 498 000	18 095 000
FA.03.02.18 Programme alimentaire mondial (PAM)	518 485 000	14 879 000
FA.03.02.19 Organisation mondiale de la Santé (OMS)	100 876 744	228 876 000
FA.03.02.99 Autres entités multilatérales non classifiées ailleurs	374 217 199	398 064 290
FA.03.03 Organisations et fondations internationales à but non lucratif	1 804 017 241	1 443 586 978
FA.03.03.07 Fondation Bristol-Myers Squibb	2 230 205	40 000 000
FA.03.03.09 Caritas Internationalis/Catholic Relief Services	14 447 500	94 995 387
FA.03.03.22 Plan International	149 978 671	96 874 571
FA.03.03.23 PSI (Population Services International)	1 238 483 865	875 476 020
FA.03.03.25 Fondation Clinton	331 000 000	331 000 000
FA.03.03.99 Autres organisations et fondations internationales à but non lucratif	67 877 000	5 241 000
	11 609 515 212	15 379 764 947

Annexe 2a : Répartition des agents de financement par source de financement en 2008

FS Catégories	FA.01 Secteur public	FA.01.01 Gouvernements territoriaux	FA.02 Secteur privé	FA.02.04 Foyers privés (dépenses consenties par les particuliers)	FA.02.05 Institutions à but non lucratif (autres que pour l'assurance sociale)	FA.02.06 Organismes et entreprises non parapublics privés (autres que pour l'assurance santé)	FA.02.99 Autres agents de financement du secteur privé non classifiés ailleurs (n.c.a.)	FA.03 Organismes acquéreurs internationaux	FA.03.01 Bureaux de pays des organismes bilatéraux administrant ressources externes et faisant office d'agents de financement	FA.03.02 Organismes multilatéraux administrant des ressources externes	FA.03.03 Organisations et fondations internationales à but non lucratif	TOTAL
FS.01 Fonds publics	6053382954	6053382954	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6053382954
FS.01.01 Fonds gouvernements territoriaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FS.02 Fonds privés	0	0	1992704760	1876783075	96765098	19156587	0	0	0	0	0	1992704760
FS.02.01 Institutions et entreprises à but lucratif	0	0	0	0	0	19156587	0	0	0	0	0	19156587
FS.02.02 Fonds des ménages	0	0	0	1876783075	0	0	0	0	0	0	0	1876783075
FS.02.03 Institutions à but non lucratif (autres que l'assurance sociale)	0	0	0	0	96765098	0	0	0	0	0	0	96765098
FS.03 Fonds internationaux	4850664407	4850664407	3700000	0	2400000	0	1300000	2479312826	32600023	1003125825	1443586978	7333677233
FS.03.01 Contributions bilatérales directes	355078530	355078530	0	0	0	0	0	908076043	32600023	0	875476020	1263154573
FS.03.02 Organismes multilatéraux administrant des subventions pré-affectées	4495585877	4495585877	0	0	0	0	0	1003125825	0	1003125825	0	5498711702
FS.03.03 Organisations et fondations internationales à but non lucratif	0	0	3700000	0	2400000	0	1300000	568110958	0	0	568110958	571810958
TOTAL	10904047361	10904047361	1996404760	1876783075	99165098	19156587	1300000	2479312826	32600023	1003125825	1443586978	15379764947

Annexe 2b : Répartition des agents de financement par source de financement en 2009

FS Catégories	FA.01 Secteur public	FA.01.01 Gouvernements territoriaux	FA.02 Secteur privé	FA.02.04 Foyers privés (dépenses consenties par les particuliers)	FA.02.05 Institutions à but non lucratif (autres que pour l'assurance sociale)	FA.02.06 Organismes et entreprises non parapublics privés (autres que pour l'assurance santé)	FA.02.99 Autres agents de financement du secteur privé non classifiés ailleurs (n.c.a.)	FA.03 Organismes acquéreurs internationaux	FA.03.01 Bureaux de pays des organismes bilatéraux administrant ressources externes et faisant office d'agents de financement	FA.03.02 Organismes multilatéraux administrant des ressources externes	FA.03.03 Organisations et fondations internationales à but non lucratif	TOTAL
FS.01 Fonds publics	1902819736	1902819736	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1902819736
FS.01.01 Fonds gouvernements territoriaux	1902819736	1902819736	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1902819736
FS.02 Fonds privés	0	0	2055504220	2048804450	3294220	3405550	0	0	0	0	0	2055504220
FS.02.01 Institutions et entreprises à but lucratif	0	0	3405550	0	0	3405550		0	0	0	0	3405550
FS.02.02 Fonds des ménages	0	0	2048804450	2048804450	0	0	0	0	0	0	0	2048804450
FS.02.03 Institutions à but non lucratif (autres que l'assurance sociale)	0	0	3294220	0	3294220	0	0	0	0	0	0	3294220
FS.03 Fonds internationaux	3904268593	3904268593	6389223	0	3600000	0	2789223	0	0	0	0	7651191256
FS.03.01 Contributions bilatérales directes	97238917	97238917	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2077729553
FS.03.02 Organismes multilatéraux administrant des subventions pré-affectées	3807029676	3807029676	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5001539104
FS.03.03 Organisations et fondations internationales à but non lucratif	0	0	6389223	0	3600000	0	2789223	0	0	0	0	571922599
TOTAL	5807088329	5807088329	335693443	322604450	6894220	3405550	2789223	3740533440	742006771	1194509428	1804017241	11609515212

Annexe 3 : Dépenses par chapitre d'interventions

ASC Catégories	2008	%	2009	%
ASC.01 Prévention	2 968 654 291	25,57	4 811 988 958	31,29
ASC.01.01 Communication pour le changement social et comportemental	467 639 459	4,03	166 805 935	1,08
ASC.01.02 Mobilisation communautaire	137 727 532	1,19	860 062 802	5,59
ASC.01.03 Conseil et test volontaires (CTV)	431 406 110	3,72	504 755 610	3,28
ASC.01.04 Programmes de réduction des risques destinés aux groupes de population rendus vulnérables mais demeurant accessibles	227 993 046	1,96	604 176 946	3,93
ASC.01.05 Prévention – jeunes gens scolarisés	100 977 860	0,87	127 192 260	0,83
ASC.01.11 Programmes de prévention sur le lieu de travail	1 605 550	0,01	227 001 387	1,48
ASC.01.12 Marketing social du préservatif	510 818 950	4,40	330 966 030	2,15
ASC.01.13 Mise à disposition de préservatifs masculins dans les secteurs public et commercial	432 362 890	3,72	627 571 776	4,08
ASC.01.16 Prévention, diagnostic et traitement des infections sexuellement transmissibles (IST)		0,00	43 434 193	0,28
ASC.01.17 Prévention de la transmission mère-enfant (PTME)	198 122 894	1,71	1 317 057 509	8,56
ASC.01.19 Sécurité transfusionnelle	460 000 000	3,96		0,00
ASC.01.21 Précautions universelles		0,00	2 964 510	0,02
ASC.02 Soins et traitement	4 441 226 570	38,26	4 637 238 032	30,15
ASC.02.01 Soins ambulatoires	4 441 226 570	38,26	4 637 238 032	30,15
ASC.03 Orphelins et autres enfants rendus vulnérables (OEV)	230 117 922	1,98	362 793 678	2,36
ASC.03.01 Education des OEV	28 390 152	0,24	111 331 761	0,72
ASC.03.02 Soins de santé de base destinés aux OEV	190 743 830	1,64	105 076 645	0,68
ASC.03.03 Appui à la famille/à domicile aux OEV	10 983 940	0,09	128 983 819	0,84
ASC.03.04 Appui communautaire aux OEV		0,00	17 401 453	0,11
ASC.04 Gestion et administration de programmes	3 347 996 574	28,84	4 522 011 654	29,40
ASC.04.01 Planification, coordination et gestion de programmes	2 293 671 621	19,76	3 145 592 811	20,45
ASC.04.02 Coûts administratifs et de transactions liés à la gestion et au décaissement de fonds	8 021 894	0,07	135 541 805	0,88
ASC.04.03 Suivi et évaluation	473 543 303	4,08	242 107 134	1,57
ASC.04.04 Recherche opérationnelle	39 809 655	0,34	101 178 120	0,66
ASC.04.05 Surveillance sérologique (sérosurveillance)	127 828 198	1,10	117 464 471	0,76
ASC.04.07 Systèmes d'approvisionnement en médicaments		0,00	646 558 468	4,20
ASC.04.08 Technologies de l'information	12 835 496	0,11	21 597 500	0,14
ASC.04.09 Supervision assurée par le personnel et suivi des patients		0,00	2 820 000	0,02
ASC.04.10 Amélioration et construction d'infrastructures	380 627 794	3,28	109 151 345	0,71
ASC.04.99 Gestion et administration de programmes, données non classifiées ailleurs (n.c.a.)	11 658 613	0,10		0,00
ASC.05 Ressources humaines	550 567 902	4,74	916 027 799	5,96
ASC.05.01 Incitations financières liées aux ressources humaines		0,00	71 810 243	0,47

ASC.05.02 Activités de formation destinées à accroître les personnels intervenant dans le cadre de la lutte contre le sida	40 640 964	0,35	21 919 780	0,14
ASC.05.03 Formation	509 926 938	4,39	822 297 776	5,35
ASC.06 Protection sociale et services sociaux	22 741 600	0,20	52 474 700	0,34
ASC.06.03 Protection sociale sous forme de services sociaux	10 612 600	0,09	3 153 840	0,02
ASC.06.04 Création de revenus dans le cadre spécifique de la lutte contre le VIH	10 089 000	0,09	49 320 860	0,32
ASC.06.98 Services de protection sociale et services sociaux, non ventilés par type d'activité	1 440 000	0,01		0,00
ASC.06.99 Services de protection sociale et services sociaux, non classifiés ailleurs (n.c.a.)	600 000	0,01		0,00
ASC.07 Environnement favorable	48 210 353	0,42	77 230 126	0,50
ASC.07.01 Sensibilisation		0,00	23 419 583	0,15
ASC.07.02 Programmes de protection des droits de l'homme	1 500 000	0,01	13 295 000	0,09
ASC.07.03 Renforcement institutionnel spécifique à la riposte au sida	46 710 353	0,40	40 515 543	0,26
	11 609 515 212	100,00	15 379 764 947	100,00

Annexe 4 : Dépenses par population bénéficiaire

ASC Catégories	2 008	%	2 009	%
BP.01 Personnes vivant avec le VIH (indépendamment du diagnostic médical/clinique concernant le sida)	5 488 309 713	47,27	6 239 663 792	40,57
BP.01.01 Adultes et jeunes gens vivant avec le VIH (âgés de 15 ans et plus)	694 547 713	5,98		0,00
BP.01.02 Enfants (âgés de moins de 15 ans) vivant avec le VIH	331 000 000	2,85	331 000 000	2,15
BP.01.98 Personnes vivant avec le VIH, données non ventilées par sexe	4 462 762 000	38,44	5 908 663 792	38,42
BP.02 Groupes de population particulièrement vulnérables		0,00	95 177 082	0,62
BP.02.02 Professionnel(le)s du sexe et leurs clients		0,00	95 177 082	0,62
BP.03 Autres groupes de population clés	1 262 134 501	10,87	1 780 585 088	11,58
BP.03.01 Orphelins et autres enfants rendus vulnérables (OEV)	230 117 922	1,98	370 033 228	2,41
BP.03.02 Enfants nés ou à naître de femmes vivant avec le VIH	226 985 104	1,96	210 945 723	1,37
BP.03.03 Réfugiés (déplacés hors de leur pays)	4 718 500	0,04	8 095 000	0,05
BP.03.08 Chauffeurs-routiers/travailleurs dans le transport et chauffeurs dans le secteur commercial	339 311 475	2,92	275 965 703	1,79
BP.03.12 Enfants et jeunes gens placés en institutions		0,00	4 030 200	0,03
BP.03.14 Transfusés ou receveurs de produits sanguins	460 000 000	3,96	760 325 560	4,94
BP.03.98 Autres groupes de population clés , données non ventilées par type d'activité		0,00	107 083 652	0,70
BP.03.99 Autres groupes de population clés , données non classifiées ailleurs (n.c.a.)	1 001 500	0,01	44 106 022	0,29
BP.04 Groupes de population spécifiques accessibles	491 650 259	4,23	797 911 604	5,19
BP.04.01 Personnes reçues dans des services de prise en charge des IST	1 804 506	0,02	43 434 193	0,28
BP.04.03 Jeunes gens/lycéens	159 960 660	1,38	170 292 535	1,11
BP.04.04 Etudiants à l'université	100 940 655	0,87	56 907 580	0,37
BP.04.05 Professionnels de soins de santé	72 812 522	0,63	97 694 248	0,64
BP.04.07 Militaires	34 222 965	0,29	120 900 000	0,79
BP.04.10 Ouvriers d'usines (s'agissant par exemple d'initiatives engagées sur le lieu de travail)	121 868 951	1,05	213 716 387	1,39
BP.04.99 Groupes de population spécifiques « accessibles », données non classifiées ailleurs (n.c.a.)	40 000	0,00	94 966 661	0,62
BP.05 Ensemble de la population	3 628 393 491	31,25	5 422 624 674	35,26
BP.05.01 Ensemble de la population adulte (âgée de plus de 24 ans)	240 856 660	2,07	507 637 256	3,30
BP.05.03 Jeunes gens (âgés de 15 à 24 ans)	868 809 875	7,48	684 245 777	4,45
BP.05.98 Ensemble de la population adulte, données non ventilées par âge ou par sexe.	2 518 726 956	21,70	4 230 741 641	27,51
BP.06 Initiatives non ciblées	736 778 093	6,35	1 043 802 707	6,79
BP.99 Groupes de population spécifiques cibles, données non classifiées ailleurs (n.c.a.)	2 249 155	0,02		0,00
	11 609 515 212	100,00	15 379 764 947	100,00

Annexe 5 : Dépenses par prestataire

FA Catégories	2008	%	2009	%
PS.01 Prestataires du secteur public	6 279 306 086	54,09	8 260 802 309	53,71
PS.01.01 Organismes gouvernementaux	6 279 306 086	54,09	8 230 175 309	53,51
PS.01.01.01 Hôpitaux	429 848 844	3,70	437 123 465	2,84
PS.01.01.02 Soins ambulatoires	1 835 066 880	15,81	1 544 036 281	10,04
PS.01.01.05 Laboratoires et centres d'imagerie		0,00	736 336 839	4,79
PS.01.01.06 Banques du sang		0,00	80 325 560	0,52
PS.01.01.10.02 Education secondaire	109 719 895	0,95	43 324 250	0,28
PS.01.01.14.01 Organisme national de coordination de la lutte contre le sida	947 684 747	8,16	1 863 008 000	12,11
PS.01.01.14.02 Départements relevant du Ministère de la Santé ou équivalent (y compris les PNLS)	2 643 184 049	22,77	3 313 474 614	21,54
PS.01.01.14.03 Départements relevant du Ministère de l'Education ou équivalent	120 103 901	1,03	50 836 000	0,33
PS.01.01.14.04 Départements relevant du Ministère du Développement social ou équivalent	191 697 770	1,65	41 000 000	0,27
PS.01.01.14.07 Départements relevant du Ministère du Travail ou équivalent		0,00	6 342 500	0,04
PS.01.01.14.99 Entités non gouvernementales, non classifiées ailleurs (n.c.a.)	300 000	0,00	62 212 800	0,40
PS.01.01.99 Organismes gouvernementaux, non classifiés ailleurs (n.c.a.)	1 700 000	0,01	52 155 000	0,34
PS.01.02 Organismes parapublics		0,00	30 627 000	0,20
PS.01.02.08 Pharmacies et prestataires de produits médicaux		0,00	30 627 000	0,20
PS.02 Prestataires du secteur privé	4 015 796 813	34,59	5 866 389 792	38,14
PS.02.01 Prestataires du secteur privé à but non lucratif	2 286 191 263	19,69	4 252 244 705	27,65
PS.02.01.01.08 Pharmacies et prestataires de produits médicaux	322 604 450	2,78	337 963 075	2,20
PS.02.01.01.15 Organisations de la société civile	1 960 797 590	16,89	3 407 933 334	22,16
PS.02.01.02.14 Organisations de la société civile	2 789 223	0,02	377 364 477	2,45
PS.02.01.02.99 Autres prestataires à but non lucratif intervenant au sein de structures de nature confessionnelle, non classifiés ailleurs (n.c.a.)		0,00	128 983 819	0,84
PS.02.02 Prestataires du secteur privé à but lucratif (y compris les organisations confessionnelles à but lucratif)	1 729 605 550	14,90	1 614 145 087	10,50
PS.02.02.09 Prestataires de soins traditionnels ou non allopathiques	1 726 200 000	14,87	1 538 820 000	10,01
PS.02.02.15 "Sur le lieu de travail"	3 405 550	0,03	75 325 087	0,49
PS.03 Entités bilatérales et multilatérales – dans les bureaux de pays	1 134 488 142	9,77	1 252 572 846	8,14
PS.03.01 Organismes bilatéraux	579 862 088	4,99	985 598 865	6,41
PS.03.02 Organismes multilatéraux	554 626 054	4,78	266 973 981	1,74
PS.99 Prestataires non classifiés ailleurs (n.c.a.)	179 924 171	1,55		0,00
TOTAL	11 609 515 212	100,00	15 379 764 947	100,00

Annexe 6 : Liste des structures et personnes rencontrées

Annexe 7 : Liste des participants à l'atelier de formation
